Marx chez les historiens, des difficultés persistantes

Jérôme Lamy (CNRS, CERTOP, UT2J) et Jean-François Bert (UNIL)

Résumé

Les historien·ne·s français.es ont, depuis le début du 20e siècle, entretenu des rapports complexes et ambivalents au marxisme. Cet article se propose de reconstituer quelques grandes lignes de cette rencontre difficile, âpre, et toujours recommencée. Les points d'entrée du marxisme dans le champ de l'histoire en France révèlent ces frictions naissantes : l'ouvrage *À la lumière du marxisme* paru en 1935 ainsi que le numéro des jeunes *Annales* consacré à la technique instruisent une jonction critique ; les approches trotskistes de Daniel Guérin font l'objet de critiques fort virulentes. Les lieux d'expression du marxisme historien se multiplient : de *La Nouvelle Critique* à *La Pensée* des espaces s'ouvrent aux historien·ne·s intéressé.es par le marxisme sans être communistes. Le marxisme a cristallisé chez les historien·ne·s français.es une série de tensions rhétoriques et épistémiques autour du déterminisme et du mécanisme supposés des processus mis au jour par Marx. Enfin, les critiques et les débats (autour de l'œuvre de Braudel, du mode de production asiatique et des rapports entre féodalisme et révolution) ont contribué à faire du marxisme un point de fixation important de l'historiographie française

Mots clés

Marxisme, historien·ne·s, éditions, controverses

Introduction : les historiens et le marxisme, entre distance et allégeance

Il y a de multiples façons de traiter du rapport des historiens français aux marxismes. On pourrait, en premier, décider de s'interroger sur qui ont été ces historiens et historiennes marxistes français.e.s[1] ? Ne rentrent dans cette catégorie que celles et ceux qui ont décidé d'utiliser Marx explicitement (et quel Marx ?) ou faut-il ouvrir cette catégorie à tous ceux et à toutes celles qui, d'une manière ou d'une autre, et parfois sans citer *Le Capital* ou d'autres publications de Marx, reprennent les grands thèmes de cette approche ? Une autre interrogation serait de se demander quel type d'histoire font-ils-elles ? Ou plutôt, en quoi cette histoire diffère-t-elle des autres manières de faire ou d'écrire l'histoire ? Quelles sont leurs propositions de renouvellement ? Où sont-ils-elles les plus représentés et actifs ? Sont-ils-elles plus présent dans le domaine de l'histoire de l'Antiquité, de l'histoire médiévale, de l'histoire moderne ou de la période contemporaine ? Où publient-ils ? Quels sont leurs adversaires et sur quoi portent les critiques les concernant ? Et d'ailleurs la discipline historique est-elle le bon prisme pour saisir le mouvement et les vicissitudes du marxisme[2] ? Peut-il même y avoir une histoire réellement marxiste à l'ouest surtout lorsque l'on saisit la singularité de la science historique en Russie soviétique[3] ? On pourrait encore choisir, comme

[1] Une première liste indicative d'historien.ne.s marxistes mettrait en avant les noms de Rebeyrioux, Soboul, Vovelle, Goblot, Suret-Canale, Willard, Parain, Cogniot, Mazauric, Bruhat, Badia, Loraux, Bouvier….

[2] Qu'en est-il en effet de la situation du marxisme dans d'autres disciplines académiques comme en anthropologie, en sociologie, en économie ou en linguistique ? voir sur ce point le numéro de la revue *Le Portique*, « Sciences sociales et marxismes », 2014, n° 32. Disponible en ligne : https://journals.openedition.org/leportique/2709

[3] Voir par exemple Georges Kagan, « La crise de la science historique Russe », *Revue Historique*, T. 188-189, 1940, p. 1-35.

certains l'ont fait récemment, d'explorer l'institutionnalisation progressive, en tout cas depuis les années d'après-guerre, du marxisme dans les différentes disciplines des sciences humaines[4]. Il serait alors possible de s'arrêter sur l'aspect proprement épistémologique de cette démarche en soulignant par exemple l'orthodoxie et le dogmatisme de certains auteurs face à l'œuvre de Marx (relu certainement par Staline) qui défendent l'idée qu'il existe un schéma général du devenir humain, un modèle de passage ou de transition vers le socialisme, une loi de transformation (la lutte des classes) qui s'appliquerait également et universellement[5]. Toujours à partir du cas des historien·ne·s marxistes français·es, on pourrait enfin choisir d'explorer l'aspect fondamentalement politique de la question, mesurer l'engagement de ces historien·ne·s, et plus généralement le rapport de ces intellectuel·les au Parti Communiste Français (PCF)[6].

Dans cet article, nous croiserons quelques-unes de ces interrogations, mais nous avons choisi un autre fil directeur : comprendre ce que les historien·ne·s marxistes trouvent à cette théorie-méthode, rigoureusement scientifique, comme on peut souvent le lire alors. Une approche qui semble leur permettre d'élaborer et de poser à la fois de nouveaux questionnements, mais aussi d'explorer de nouveaux objets historiographiques sous une perspective différente. En d'autres termes, nous voulons nous demander quelle est l'« ouverture » marxiste ? Et de quoi est-elle le nom[7] ?

Duby lecteur de Marx

On le sait, pour de nombreux historien·ne·s, le dogmatisme de l'approche marxiste va rapidement prendre le dessus sur tout le reste, à commencer par l'acceptation de ces avantages épistémologiques. Ce marxisme vulgaire ne sert finalement qu'à prouver l'accumulation d'un excédent de production sur la consommation et l'existence d'un mécanisme d'accaparement par les classes institutionnelles dirigeantes de cet excédent. L'histoire réduite et instrumentalisée par ce type d'analyse marxiste se résume à la succession de profondes crises provoquées par le développement de contradictions internes[8]. Ce n'est donc pas nécessaire d'y revenir.

Tout autre est le cas de ces historiens, comme Georges Duby, qui ont engagé tout au long de leur trajectoire une discussion plus productive avec la théorie marxiste, certain de son intérêt

---

[4] Razmig Keucheyan, « Mille marxismes », *in* Christophe Charle, Laurent Jeanpierre (sous la dir.), *La vie intellectuelle en France de 1914 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2017, p. 632-636.

[5] Thierry Aprile, « Marxisme et histoire », dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (sous la dir.), *Historiographie*, T. I : *Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, p. 503-517.

[6] Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique.* La Nouvelle Critique *(1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005; ou dans un autre style, François Dosse, « Marx et les historiens français », *in* Jean-Numa Ducange, Antony Burlaud (dir.), *Marx une passion Française*, La Découverte, Paris, 2018, p. 190-201.

[7] Nous nous concentrerons sur le cas français, mais il serait appréciable d'avoir une vision plus internationale de ce courant et de la manière dont il a fonctionné dans la discipline historique. Pour l'Angleterre, il faudrait se tourner vers les travaux d'Eric Hobsbawm, en Italie vers ceux d'Aldo Schiavone, en Allemagne vers les recherches d'Hartmunt Zwahr. Voir Pierre Ayçoberry, « De quelques marxistes et novateurs de l'historiographie est-allemande », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 34, 1992, p. 25-31 et en Espagne vers les études de Josep Fontana, *La Quiebra de la Monarquia Absoluta*, Barcelone, Critica, 2002.

[8] On peut penser par exemple aux travaux de démographie historique de Guy Bois (1934-2019) très imprégnés de ce modèle historien : Guy Bois, *Crise du féodalisme*, Paris, Presses de la FNSP, 1976. Voir la critique incisive de Guy Lemarchand, compte rendu de Guy Bois, *Crise du féodalisme*, *Annales de Démographie Historique*, 1978, p. 460-472.

pour la discipline[9]. Duby a sans aucun doute été l'un des historiens les plus précis sur l'intérêt qu'il trouve au marxisme dans la pratique historique. S'il est persuadé de l'importance de cette perspective nouvelle, c'est d'abord pour avoir débarrassé les historiens de sa génération : « d'une *Geistesgeschichte* qui prenait les idées comme ça, absolument désincarnées »[10]. En obligeant de porter le regard vers les sous-bassements, et en premier lieu la géographie[11] – dont on sait l'importance que la discipline a joué dans sa thèse de doctorat[12] – le marxisme a permis, pour lui comme pour d'autres historiens de sa génération, de profondément renouveler le questionnement classique sur le lien entre l'immatériel et le matériel. De manière plus contextuelle, aussi, et par rapport à son domaine d'investigation historique qu'est l'histoire médiévale, Duby précise encore que le marxisme lui a donné l'occasion de proposer de nouvelles ruptures chronologiques d'importances, comme l'an mil ou l'émergence d'un mode de production seigneurial[13]. Toujours en suivant les propos du médiéviste, il serait également possible de mettre au crédit du marxisme un début de relativisme (en permettant notamment l'emploi de concepts contemporains – comme celui de « classe »[14] – pour analyser l'époque médiévale) et un autre rapport dans les sources à utiliser pour écrire l'histoire. Lorsque Duby prend d'ailleurs la parole dans la *Nouvelle critique*, l'une des « vitrines culturelles du PCF »[15] durant les années 1970, il insiste, devant Antoine Casanova, sur l'importance de la fluctuation des temporalités, parfois très courtes, parfois très longues[16] - que la lecture de Marx lui a permis d'expérimenter.

Si le rapport qu'engage Duby avec Marx est plus complexe que celui des autres historiens de sa génération, cela tient à un rapport plus libre que le médiéviste engage dans ses recherches vis-à-vis de la théorie en générale. Lui-même parle d'une « large aisance »[17] et revendique à plusieurs reprises « une liberté comparable à celle des ethnologues de l'Afrique ou de l'Océanie, d'un Meillassoux, d'un Godelier » et ce parce que, note-t-il avec une grande perspicacité, ce qui n'est pas lié au mode de production capitaliste est resté en filigrane chez Marx. Le rapport de Duby au texte de Marx est moins d'allégeance que de discussions et

[9] Notons que Duby n'est pas le premier médiéviste à évoquer le marxisme comme la seule méthode qui permet une compréhension rationnelle de cette longue période historique. Charles Parain, antiquisant, avait dès 1953 tenté de cerner l'enjeu du marxisme pour sortir l'analyse du Moyen Age de deux écueils alors importants dans cette historiographie : « Hors des voies du marxisme, l'histoire du moyen âge est inévitablement ballotée des périls de Charybde aux dangers de scylla. D'un côté le charybde d'une histoire féodale et cléricale qui fait systématiquement l'apologie d'un moyen âge, dont elle se refuse à reconnaître les contradictions internes pour les mêmes raisons qui écartent l'histoire bourgeoise de l'analyse des contradictions internes de la société capitaliste. De l'autre le scylla d'une histoire bourgeoise du moyen âge qui reste impuissante à comprendre en quoi le régime féodal, dans la période ascendante, a constitué une étape nécessaire entre le société antique, fondé sur l'esclavage, et la société capitaliste. ». Ch. Parain, « La société médiévale », *La pensée*, n° 11, 1953, p. 141.

[10] Georges Duby et Guy Lardreau, *Dialogues*, Paris, Flammarion, 1980, p. 119

[11] On peut également penser à l'importance prise par l'archéologie pour les premiers historiens marxistes dès les années 1930, en particulier la découverte des travaux de Gordon Childe sur *L'Orient préhistorique* (Paris, Payot, 1935). C'est dans cet ouvrage que Childe précise les deux grandes révolutions connues par l'humanité : en premier, le fait que l'homme passe du stade où il cherche sa nourriture au stade où il la produit. En second, la naissance de l'économie urbaine qui fait naître l'industrie et le commerce.

[12] Florian Mazel, « Des cartes : géographie historique et cartographique », *in* Patrick Boucheron, Jacques Dalarun (dir.), *Georges Duby, portrait de l'historien en ses archives*, Paris Gallimard, 2018, p. 111-115.

[13] Georges Duby, Guy Lardeau, « Dialogues », *in Qu'est que la société féodale ?*, Paris, Flammarion, 2002, p. 1647-1648.

[14] Ibid., p. 1653.

[15] Fr. Matonti, « Les « bricoleurs ». Les cadres politiques de la raison historienne : L'exemple de La Nouvelle critique », *Politix*, vol.9, n.36, 1996, p. 95-114, (p. 97).

[16] Georges Duby, « Histoire sociale et histoire des mentalités », *La Nouvelle critique*, n°34, 1970, p. 11-20.

[17] Georges Duby, Guy Lardeau, « Dialogues », *in Qu'est que la société féodale ?*, Paris, Flammarion, 2002, p. 1651.

d'interprétations [18]. Une seule obligation cependant : l'emploi juste des catégories du marxisme pour ne pas tomber dans l'anachronisme en utilisant des mots formés au XIX^{e} siècle pour parler d'une situation antérieure.
Duby, en engageant ce rapport souple au marxisme – rapport fait d'emprunts, de recours partiels et de mobilisations discontinues – à proposer un mode de lecture historien qui constituera l'une des grandes modalités d'appropriation des thèses de l'auteur du *Capital*. Mais il existe plusieurs autres voies historiennes d'interprétation marxistes qui ouvrent, elles aussi, un large champ d'usages. Aussi, et pour essayer de saisir l'ensemble de ces rapports singuliers de la science historique française à Marx, nous détaillerons quatre grands axes de problématiques : les points d'entrée du marxisme, avant la seconde Guerre Mondiale ; les lieux (éditoriaux et institutionnels) d'émulation historiographique autour de l'œuvre de Marx ; la langue construite pour acclimater le marxisme à la discipline historique et enfin, les principales controverses qu'a entraîné l'irruption du marxisme dans le champ de l'histoire. Quatre entrées, qui vont nous permettre de circonscrire la spécificité des circulations françaises de la pensée marxiste en histoire tout au long de la seconde moitié du XX^{e} siècle. Elles offrent également la possibilité de comprendre comment des schèmes d'intellection particuliers (autour des structures, de la dialectique…) ont été continument travaillés et mis en œuvre pour affermir une position socio-épistémique toujours fragile.

I. Les points d'entrées du marxisme chez les historiens (1936-1956)

La première question à poser est d'ordre chronologique. D'où vient le marxisme, comment s'est-il introduit en France, et plus particulièrement dans la discipline historique ? Quelles ont été ses voies d'accès, les passeurs qui ont contribué à sa diffusion et à sa vulgarisation ? Comment, encore, se sont organisés les premiers points de fixation pour une histoire informée du marxisme en France ?

La première génération des Annales et le marxisme des années 1930

Sur ces différents points, Isabelle Gouarné a précisé quelques linéaments importants de cette histoire complexe comme, par exemple, la rencontre de Marc Bloch et de Lucien. Febvre avec le marxisme[19]. Une rencontre qui s'est nouée avec les intellectuels du Cercle de la Russie Neuve (CRN[20]) au milieu des années 1930. Febvre préside plusieurs séances de travail consacrées au matérialisme historique [21]. Il y croise l'historien Jean Baby (1897-1969), adhérant au Parti communiste depuis 1925, l'historien et ethnologue Charles Parain (1893-1984), lui aussi adhérant et collaborateur scientifique à l'Humanité, mais aussi le sociologue Georges Friedman +902-1977) et le folkloriste André Varagnac (1894-1983) qui dès la scission du congrès de Tours, se prononça pour le nouveau parti.

[18] Georges Duby, *Dialogues, op. cit.* p. 125.
[19] Isabelle Gouarné, *L'introduction du marxisme en France. Philosoviétisme et sciences humaines (1920-1939)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, voir en particulier le chapitre intitulé « Les Annales et le marxisme : pour une science de l'homme unifiée ».
[20] Voir, Carlino Fabrizio, « Sur l'introduction du matérialisme dialectique en France : le programme de la Russie neuve dans le processus de formation du "rationalisme moderne" », *Actuel Marx*, n° 57, 2015, p. 142-155.
[21] Bertrand Müller, *Lucien Febvre, lecteur et critique*, Paris Armand Colin, 2003, p. 329-330.

Durant ce premier moment, comme le précise Isabelle Gouarné, la méfiance de Febvre l'emporta, peu enclin à suivre « l'évangélisme » de ces premiers militants marxistes. En 1936, lors de la sortie du volume *À la lumière du marxisme*[22], l'historien semble avoir déjà réévalué l'intérêt de la démarche, annonçant de manière prophétique dans une lettre à Marc Bloch que : « dans dix ans, tout ce qui comptera en histoire sera "marxiste", d'un marxisme très souple, très large, peut-être hérétique (je n'en sais rien ! et je ne me soucie pas de le savoir !), en tout cas très compréhensif et contre lequel ni vous ni moi ne pouvons élever d'objections fondamentales »[23].

Pour comprendre ce qui a pu tout à la fois intéresser, et en même temps agacer, Febvre dans les contributions d'*À la lumière du marxisme*, revenons sur l'une des premières véritables tentatives d'appariement de l'histoire universitaire aux thèses marxistes avec l'article de Charles Parain qui, dans l'ouvrage, plaide avec enthousiasme pour un dialogue basé sur des travaux concrets et des recherches empiriques. « L'étude de l'Antiquité et la conception matérialiste de l'histoire » constitue de loin la contribution historienne la plus conséquente du recueil. L'historien, agrégé de grammaire, spécialiste de l'Antiquité, n'utilise quasiment jamais le terme « marxisme » mais uniquement celui de « matérialisme » et lorsqu'il le fait, c'est aussitôt pour se défendre de toute vision réductrice qui tendrait à voir le marxisme comme un synonyme direct de la lutte du prolétariat : « c'est avoir du marxisme une conception bien étriquée »[24], indique-t-il. L'intérêt du matérialisme est pour lui tout autre : « il permet de dissocier, grâce à la compréhension du développement historique, les éléments contradictoires qui se trouvent étroitement mêlés et de retrouver derrière les beaux prétextes idéalistes, les raisons utilisatrices, les raisons de classe »[25]. Ce qu'une telle perspective apporterait à l'historien, c'est la possibilité de donner « une solide base scientifique » à son discours. Un point que Parain va longuement envisager dans la fin de son article, insistant sur la nécessité de repenser l'enseignement de l'histoire à l'aune du matérialisme. À la place des détails pittoresques, il faut : « décrire aux enfants, en partant de l'étude des mœurs, l'état d'avancement des techniques et les formes de la production, ce qui ne manquerait pas de les intéresser (…) »[26]. L'une des conséquences de la publication de ces deux volumes d'*À la lumière du marxisme* est d'ajouter à la compréhension du marxisme comme doctrine sociale, le fait qu'il s'agit aussi d'une méthode fiable pour complexifier la connaissance que nous pouvons avoir tant des sociétés historiques que de celles actuelles.

Pour autant, et malgré la force de conviction de Parain, les premiers historiens des *Annales* montreront un intérêt plus que distancié avec cette manière de lire le marxisme. Les préventions de Lucien Febvre, qui témoignent moins d'un doute profond sur la valeur de la doctrine elle-même que d'une ambivalence à l'endroit de la montée en généralité théorique que suppose l'emploi des thèses du *Capital*, informent une position qui sera de mise encore

[22] *À la lumière du Marxisme*, Paris, Éditions sociales internationales, 1936.
[23] Lettre de Lucien Febvre à Marc Bloch, 29 mars 1936, citée par Isabelle Gouarné, *L'introduction du marxisme en France*, *op. cit.* p. 195.
[24] Charles Parain, « L'étude de l'antiquité et la conception matérialiste de l'histoire », *in À la lumière du marxisme*, Editions sociales internationales, 1935, p. 170.
[25] *Ibidem* p. 173. La discussion engagée par Parain porte ensuite sur la notion de « civilisation ». Il finit par prendre l'exemple de la littérature latine, développant à son propos une analyse marxiste : pourquoi, indique-t-il comme question concrètement marxiste, continue-t-elle comme l'art grec à nous procurer « des jouissances esthétiques » ?
[26] *Ibidem* p. 177

dans les années 1950. C'est le cas dans un texte introduisant la revue de 1935 consacré à la question des techniques. En faisant écho aux « débats sur les rapports de l'histoire générale et de la technique », Lucien Febvre précise que : « des thèses se heurtent. Celles de Marx, par exemple, pour ne pas remonter plus haut – et toutes celles que Marx a combattues et qui ne sont pas seulement, comme on se le figure généralement, des thèses, "spiritualistes" – mais, non moins, celles d'un matérialisme plat, enfantin, à sens unique et pour qui tout ce qui forme la "superstructure idéologique de la société" peut se déduire immédiatement, sans détours, ni artifices, ni dérogations, de la "base économique" »[27]. Febvre, là encore, se montre prudent. Sa défiance à l'égard des compositions théoriques abstraites l'incite à voir la pratique historienne comme un moyen de les « nourrir », de « transformer les thèses en hypothèses de travail et de les mettre à l'épreuve en étudiant non plus au hasard et par hasard, tel groupe, tel ensemble de faits, mais, d'ensemble, les techniques d'une époque (…) »[28]. Le matériau historique doit constituer la chair qui garnirait des structures théoriques par trop éloignées du concret. Mais ce numéro manifeste un réel effort empirique . Qu'il s'agisse de l'article que Marc Bloch consacre aux moulins médiévaux[29] ou du travail que Louis Guilleux La Roërie mène sur « les transformations du gouvernail »[30], l'enjeu est d'approcher les techniques par le biais des pratiques les plus diverses. La teinte marxiste se distingue discrètement, d'abord, avec la participation de Georges Friedman (qui présente une enquête sur Taylor[31]), mais dont Bloch et Febvre connaissent parfaitement l'engagement marxiste[32]. Bien plus explicitement, c'est dans l'article de Charles Parain sur « L'origine des plantes cultivées », qu'il est possible de déceler une certaine admiration pour une science « d'utilité pratique »[33] en URSS, notamment les « méthodes permettant de créer aisément de nouvelles plantes cultivées (…) »[34] mises en œuvre par Nikolaï Vavilov. Frontalement, enfin, l'article à valence méthodologique que Lucien Febvre intitule « Techniques, sciences et marxisme » lui permet de discuter directement des interventions au CRN publiées dans *À la lumière du marxisme*. L'historien s'interroge alors sur les conditions de possibilité d'une autonomie scientifique dans un système de forte dépendance étatique[35]. Puis Febvre cherche à mesurer l'ampleur d'un programme de recherche qui viserait à comprendre, en un même mouvement, les rapports entre les sciences et l'ensemble des activités d'une société : « Je veux bien : le programme n'est pas modeste. Tranchons le mot, il est irréalisable par les soins d'un seul homme – même si cet homme est historien, à plus forte raison s'il ne l'est pas – (…) »[36]. Tout en saluant l'effort de certains contributeurs pour essayer de penser une « activité intellectuelle » en lien avec le « "matériel technique et mental, [l]es problèmes et [le] régime

[27] Lucien Febvre, « Réflexions sur l'histoire des techniques », *Annales d'histoire économique et sociales*, T. 7, n° 36, 1935, p. 534
[28] *Ibidem*, p. 534.
[29] Marc Bloch, « Avènement et conquêtes du moulin à eau », *Annales d'histoire économique et sociale*, T. 7, n° 36, 1935, p. 538-563.
[30] G. La Roërie, « Les transformations du gouvernail », *Annales d'histoire économique et sociale*, T. 7, n° 36, 1935, p. 564-583.
[31] Georges Friedman, « Frédéric Winslow Taylor : l'optimisme d'un ingénieur », *Annales d'histoire économique et sociale*, T. 7, n° 36, 1935, p. 584-602.
[32] *Ibidem*, p. 619. Febvre se montre séduit par les hypothèses avancées par Georges Friedman sur l'usage d'un matérialisme historique qui mette « l'accent sur le rôle de la volonté humaine dans l'histoire ». Ibidem, p. 619
[33] Charles Parain, « L'origine des plantes cultivées », *Annales d'histoire économique et sociale*, T. 7, n° 36, 1935, p. 625.
[34] *Ibidem*, p. 625.
[35] Lucien Febvre, « Techniques, sciences et marxisme », *Annales d'histoire économique et sociale*, T. 7, n° 36, 1935, p. 615.
[36] *Ibidem*, p. 618.

qui soient propres à une époque" »[37], l'ensemble des exposés d'*À la lumière du marxisme* restent pour lui « un effort extrêmement intéressant, mais encore beaucoup trop théorique – et pas assez positif »[38]

Plus intéressant pour nous est la manière dont Febvre soutient aussi que « beaucoup des idées que Marx a exprimées avec une maîtrise évidente, sont depuis longtemps passées dans ce fonds commun que constitue le trésor intellectuel d'une génération »[39]. En d'autres mots : Marx est déjà, et en fait depuis longtemps, « dans l'air ». Sa diffusion, en particulier en philosophie, implique de ne pas le réduire à une doctrin, encore moins en faire une matrice théorique qu'il s'agirait d'appliquer servilement. « Lisez Marx (…), soutient l'historien, pour pénétrer sa pensée difficile (…) Lisez Lénine aussi, et ceux qui ont prolongé l'effort de Marx sur quelques points décisifs. Faites votre miel de tout cela, librement. Votre miel, non : le nôtre. Livrez-nous le, à nous autres historiens – à nous qui ne sommes point faits pour ce travail (sans quoi, nous serions adonnés aux études philosophiques, et non aux études historiques). Nous ne sommes pas des historiens de la philosophie. Ni des dogmatiques, ni des doctrinaires. Nous sommes des travailleurs sur le tas »[40]. L'enjeu est autant politique (le dogme) que scientifique (la place de la philosophie dans l'ordre des disciplines est ici clairement en jeu)[41].

C'est sous le double empire d'une banalisation du marxisme et d'un refus du théoricisme que Febvre va envisager la rencontre entre les historien·ne·s et l'auteur du *Capital*. Cependant, en ce qui concerne les *Annales*, cet appel à une collaboration libre et non exclusive avec le marxisme restera sans véritable lendemain. Seule la trajectoire de Georges Friedmann (1902-1977) s'inscrira plus longtemps dans le sillage de Marx, dès 1936 dans son ouvrage *La crise du progrès*, ou en 1938 dans *De la sainte russie* dans lequel il critique le culte stalinien, mais surtout dans sa description du machinisme industriel en 1946 dans *Problèmes* humains du *machinisme industriel*
[42].

L'histoire marxiste après le second conflit mondial

La réception du livre de Daniel Guérin *La lutte des classes sous la Première République : bourgeois et « bras nus » (1795-1797)*, lui aussi publié en 1946, suscita des critiques au sein des *Annales* comme de la vénérable *Revue historique*. C'est la voie d'un marxisme antiautoritaire, influencée par le trotskysme[43] qui est mise à l'épreuve par la communauté historienne d'après-guerre. Dans la *Revue Historique*, Henri Calvet, spécialiste de l'histoire du Comité de Salut Public[44], ne disconvient pas de l'intérêt d'une étude de la « Révolution

[37] *Ibidem*, p. 620.
[38] *Ibidem*, p. 620.
[39] *Ibidem*, p. 621.
[40] *Ibidem*, p. 622.
[41] D'autres éléments agacent l'historien. Point n'a été nécessaire de citer l'auteur du *Capital* pour mener des échanges entre spécialités : « une longue pratique d'historiens » suffit. Le travail est inverse de celui des marxistes : « il ne s'agit pas (…) de l'application d'une doctrine (…) mais de la lente cristallisation de ces réflexions que nous connaissons bien, qui surgissent en nous, et puis, lentement, mûrissent au cours de nos longues séances solitaires sur le document (…) » (*Ibidem*, p. 621).
[42] François Vatin, « Machinisme, marxisme, humanisme : Georges Friedmann avant et après-guerre », *Sociologie du Travail*, vol. 46, n°2, 2004, p. 205-223.
[43] Par la suite, Daniel Guérin s'intéressera à l'anarchisme : Daniel Guérin, *L'anarchisme*, Paris, Gallimard, 1965, Daniel Guérin, *Ni Dieu, ni maître. Histoire et anthologie de l'anarchie*, Paris, Éditions de Delphes, 1965.
[44] Marcel Reinhard, « Henri Calvet (1897-1961) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, T. 9, n°1, 1962, p. 77.

française » à partir de la « méthode du matérialisme historique ». Mais il ajoute aussitôt : « à la condition qu'elle ne soit pas exclusive, au moins dans l'interprétation »[45]. Calvet se montre, sur ce point, très sceptique quant à l'importance accordée par Guérin aux thèses marxistes pour déployer son propos : « (…) à mon sens, une méthode, et même la meilleure en l'espèce, doit guider, et non courber »[46]. Lorsque Guérin multiplie les analyses croisées entre 1789 et 1917 ; Calvet y voit une sorte de schématisme un peu abrupt : « Que l'histoire de la Révolution française puisse s'éclairer par celle de la Révolution russe, on n'y contredira pas, mais comparaison ne doit pas être obsession »[47]. Surtout, Guérin n'aurait pas su produire l'effort nécessaire pour dénombrer les « prolétaires participant » au « mouvement », ce qui confine « l'histoire des événements révolutionnaires » à « de la vieille rhétorique, malgré la meilleure des intentions »[48]. Enfin, Daniel Guérin, à rebours de l'historiographie passée, soupçonne Robespierre de « *collusion* avec Danton »[49] et passe sous silence « la guerre et ses nécessités »[50].

Le matérialisme historique, quand bien même est-il porté par un marxisme anti-autoritaire, demeure, selon Calvet, prisonnier de ses impératifs théoriques qui ne laissent aucune place aux débordements : « Au fond la grande erreur de [Daniel Guérin] est de s'acharner, contre toute évidence, dans ce chaos de faits et ce tourbillon de courants contraires qu'est une révolution politique et sociale, à retrouver toujours la même et seule explication »[51]. L'unicité du schéma explicatif, sa puissance idiosyncrasique, son réductionnisme, tout cela continue de rebuter nombreux historiens. Peu importe au fond, ici, que ce soit une voie marxiste différente (celle qui se rapprocherait des sympathies trotskistes), le poids théorique semble encore et toujours trop lourd pour l'analyse historienne.

En 1948, Lucien Febvre fera à son tour dans les *Annales* une recension au vitriol du livre de Guérin. L'historien note, d'emblée, que c'est sous le signe de la dénonciation par « Trotsky » des « "falsificateurs" »[52] que l'auteur place son ouvrage. Febvre défend Mathiez, accusé de « vulgariser » la « « méthode matérialiste »[53] et de faire le jeu de la classe bourgeoise : « Vous parlez d'un franc éclat de rire, à l'idée de ce Mathiez se travaillant pour ne nuire que le moins possible à cette brave classe dominante »[54]. Exaspéré par le ton imprécateur de Guérin, Febvre le renvoie à son purisme trotskiste en lui signalant que son livre, paru chez Gallimard, use des circuits bourgeois de la diffusion éditoriale[55].

Force est de constater que si le marxisme a pris racine, ce n'est pas par la force intrinsèque de la doctrine. Il ne s'agit pas d'un rejet, mais plutôt d'une forme de méfiance devant ce qui s'apparente à un véritable système, jugé incapable de prendre en compte toutes les diaprures des archives. Ce sont en fait deux fronts d'opposition qui caractérisent la réception des travaux de Daniel Guérin : d'une part la crainte du théoricisme, et le rejet de cadres

[45] Henri Calvet, « Une histoire "nouvelle" de la Révolution française », *Revue Historique*, T. 197, n°2, 1947, p. 222.
[46] *Ibidem*, p. 223.
[47] *Ibidem*, p. 223.
[48] *Ibidem*, p. 224.
[49] *Ibidem*, p. 225.
[50] *Ibidem*, p. 226.
[51] *Ibidem*, p. 226-227.
[52] Lucien Febvre, « Un livre sur la Révolution », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 3e année, n°2, 1948, p. 167.
[53] *Ibidem*, p. 168.
[54] *Ibidem*, p. 168.
[55] *Ibidem*, p. 169.

conceptuels trop contraignants lorsqu'ils sont mis à l'épreuve des archives, d'autres parts un usage trop militant et idéologique des ressources du matérialisme historique.

Nous aurions pu citer d'autres textes, mais le marxisme a cette étrange capacité d'être en perpétuel réinvention en fonction des événements internationaux dans lequel l'URSS, et par ricochet le PCF sont engagés en particulier après-guerre : assassinat de Trotski, décolonisation, Hongrie, Prague, mort de Staline… À chaque fois, ce sont de nouvelles formes d'instrumentalisation du discours historique qui se font jour en fonction du contrôle plus ou moins fort du parti et l'émergence d'alternative à l'intérieur du système. Sur ce point, l'année 1956 est sans nul doute une année pivot dans la réception académique du marxisme car elle voit se multiplier les départs volontaires mais aussi les exclusions d'intellectuels du PCF. Si l'on songe au parcours de François Furet, qui quitte le parti après les évènements de Budapest et s'orientera de plus en plus vers une histoire idéologique et conceptuelle marquée par la fatalité violente des révolutions[56], on comprend qu'à partir de 1956 des retournements simultanément politiques et épistémiques s'opèrent dans la réception académique du marxisme.

[56] Voir Michael Scott Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille, Agone, 2013 mais aussi Jérôme Lamy, « La Révolution française a bien eu lieu ! François Furet, la Terreur et le déterminisme », *Socio*, n° 6, 2016, p. 49-63.

II. Les lieux du marxisme[57]

Il peut être tentant de mener cette réflexion sur le marxime en en restant au niveau des concepts, des théorèmes, ou des propositions abstraites et générales. Ce serait oublié que la production et la circulation du marxisme reposent aussi sur des modes particuliers de circulation et d'inscription. Dans sa formulation académique, le marxisme a été soutenu, et s'est finalement diffusée, grâce à plusieurs artefacts, en premier lieu les éditions sociales créées à la Libération et éditeur à qui l'on doit, entre autres, *La Grande Édition de Marx et d'Engels* (GEME)[58]**,** mais aussi plusieurs revues dont, notamment, *La Pensée*.

L'histoire marxisante dans La Pensée

Fondée en 1939, la revue *La Pensée* obtient rapidement une large audience parmi les militants et les sympathisants du PCF. Elle prend place dans une stratégie plus vaste visant une formation permanente non seulement des cadres du Parti[59], mais également de celles et ceux que la pensée marxiste et communiste intéresse.
La revue recherche très tôt la parole des historiens pour essayer de mesurer les progrès de l'histoire marxiste. Citons, en 1953, la longue discussion sur le marxiste et l'histoire de France qui regroupe les « camarades » historiens Maurice Caveing, Jean Bruhat, Jacques Chambaz, Maxime Rodinson, René Verdenal, Pierre Vilar, Claude Cahen, Claude Mosse…[60]. Il est question de la lutte des classes comme réalité historique et moteur de l'histoire, du rapport entre infrastructures et superstructures, d'histoire bourgeoise sous ses deux versants, événementiel et structural, d'histoire de la société totale, de dépouillement des archives de manière marxiste, du problème de la mise en période de l'histoire, de l'histoire comparé, de l'archéo-civilisation comme falsification éhontée. Cette intense discussion se clôt sur des propositions concrètes de recherches qui désormais ne doivent plus être tournées uniquement vers la critique de l'histoire bourgeoise (certes incapable d'objectivité) mais doivent dessiner un horizon possible de l'histoire marxiste. Il devient primordial de traduire en méthode historique les préoccupations marxistes, par exemple en rédigeant – pourquoi pas – un manuel d'histoire marxiste. Comme l'indique Cahen de manière prémonitoire :

> « Ce serait un grave défaut que de se contenter, devant chaque situation historique, de prononcer quelques formules générales. Il ne suffit pas de dire

[57] Pour parler ici comme Christian Jacob, un lieu de savoir est un « ensemble de dispositifs à la fois matériels, fonctionnels et symboliques, relevant de différentes échelles d'observation » (Christian Jacob, « Lieux de mémoire, lieux de savoir », *in Qu'est-ce qu'un lieu de savoir ?* , Marseille : OpenEdition Press, 2014, p. 59-62). Il peut prendre la forme d'une bibliothèque, d'un livre, d'une revue, d'un document tapuscrit transcrit et diffusé à tous les participants d'une même rencontre, d'un même séminaire… Il s'agit, en somme, de toutes les surfaces matérielles qui ont permis la circulation des idées, des concepts et des débats.
[58] Pour en savoir plus : Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste. Les maisons d'édition du Parti communiste français. 1920-1968*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010 et Stéphanie Roza, « Un grand moment d'éducation populaire ? Les *Classiques du Peuple* et le siècle des Lumières », *in* Jean-Numa Ducange, Julien Hage, Jean-Yves Mollier (dir.), *Le Parti communiste français et le livre. Écrire et diffuser le politique en France au XX^e siècle (1920-1992)*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2014, p. 69-86.
[59] Voir Bernard Pudal, « Les dirigeants communistes. Du "fils du peuple" à "l'instituteur des masses" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 71-72, 1988, p. 46-70 ; Nathalie Ethuin, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, n° 63, 2003, p. 145-168.
[60] Voir : « Le marxisme et l'histoire de France », *La Pensée*, n° 51, 1953, p. 109-143.

> que tel ou tel phénomène, que nous constatons à tel moment dans la structure de l'État ou dans le développement de la vie culturelle, reflète tels rapports de classe. Il nous faut être plus précis. Il n'y a pas deux situations historiques absolument identiques »[61].

L'ouverture de *La Pensée* aux historien·ne·s ne se limite pas à des discussions directement branchées sur la théorie marxiste. Les liens peuvent être plus lâches, moins contraints. C'est ainsi qu'en 1963 Jean-Pierre Vernant, membre du PCF, publie un article sur « Géométrie et astronomique sphérique dans la première cosmologie grecque »[62]. Si la théorie marxiste n'est pas même mentionnée, le « problème » que Vernant se propose « d'aborder concerne […] les rapports entre certaines notions scientifiques de base – une certaine image du monde – et des faits d'histoire sociale »[63]. L'historien cherche à saisir comment les transformations sociales, politiques, urbaines et savantes s'articulent, se conjuguent et se répondent. Il s'agit là d'un problème typiquement saisissable par la théorie marxiste qui propose un schème d'intellection pour passer des infrastructures (mentales) aux superstructures (économiques et sociales).

La Pensée semble offrir une double option aux historiens marxistes français des années d'après-guerre : d'une part, la possibilité d'une discussion serrée de l'orthodoxie marxiste et d'autre part, une présentation plus souple (en tout cas moins directement référencée à Marx) de leurs travaux. Un double positionnement qui est, en outre, cohérent avec la situation éditoriale de la revue qui n'appartient pas au champ académique mais s'inscrit dans celui, plus large, de la vie intellectuelle.

La Nouvelle Critique *: site marxiste de dialogue*

Dans sa nouvelle forme, au début des années 1970, *La Nouvelle Critique*, revue dite « du marxisme militant » fondée en 1948 et dirigée par le philosophe Jean Kanapa (1921-1978), membre du comité central et du bureau politique, jusqu'à la fin des années 1950, va elle aussi largement donner la parole à des historiens sous la forme de longs entretiens.

C'est Antoine Casanova (1935-2017), spécialiste du monde catholique, et rédacteur en chef de la revue jusqu'en 1976 puis directeur de La Pensée à partir de 1978, et François Hincker (1937-1979), historien moderniste spécialiste d'histoire économique et lui aussi membre du comité central du PCF, qui les mènent. La liste est longue. Se succèdent Duby, Mandrou, Le Goff, ou encore Soboul. À chaque fois, il est question de l'intérêt de Marx pour leurs travaux. Une question parfois abordée frontalement, parfois de manière un peu plus détournée comme lorsque Casanova demande à Jacques Le Goff ce qu'il pense des chartes médiévales qui portent sur la « classe dominante » et ne donnent aucun renseignement précis sur la paysannerie ou « les forces productives » [64]. C'est aussi la voie suivie par Casanova et Hincker dans leur entretien avec Albert Soboul. En revenant sur la querelle autour de la

[61] *Ibidem*, p. 128.
[62] Jean-Pierre Vernant, « Géométrie et astronomie sphérique dans la première cosmologie grecque », *La Pensée*, n° 109, mai-juin 1963, p. 82-92.
[63] *Ibidem*, p. 82.
[64] Jacques Le Goff, « Les méthodes de l'histoire et les sciences humaines. Entretien avec Antoine Casanova », *La Nouvelle Critique*, n° 7, 1967, p. 26.

question de la féodalité, la discussion porte principalement sur l'usage du mot « classe » pour définir des configurations historiques plus anciennes que celle décrites par Marx. Il est aussi question, du problème alors central des transitions et des voies de passages entres les types de sociétés. Attardons-nous sur les arguments développés par Soboul, ils consonnent avec l'idée d'une nécessaire (mais difficile !) théorisation pour saisir la pertinence d'une analyse marxiste d'un phénomène aussi complexe que la féodalité ou d'un objet aussi dense que celui de classe : « (…) [S]i le mot *classe* n'est pas employé au XVIII[e] siècle dans le sens que nous lui donnons (…) la réalité des classes est nettement affirmée par les plus conscients (…) » affirme l'historien. Il est « nécessaire d'aller au-delà et d'utiliser des concepts que peut nous fournir une vision globale de la société et de l'histoire. (…) Je ne crois guère en ce domaine, à une attitude purement empirique : le refus de toute théorie n'est-il pas déjà une prise de position théorique ? »[65]. Là où le marxisme semble offrir un point d'appui précieux, c'est dans la puissance d'articulation des temporalités qu'il déploie pour comprendre comment une réalité historique vécue (ici la classe sociale) va donner corps à un concept permettant, *ex ante*, de l'expliquer :

> « La démarche historique se veut dialectique ; projeter dans le passé des concepts que le mouvement ultérieur de l'histoire a permis d'élaborer ; rechercher en même temps dans ce passé les notions par lesquelles les contemporains prenaient conscience des réalités que ces concepts permettent aujourd'hui de mieux cerner et comprendre »[66].

Le travail d'explicitation mené par Casanova et Hincker consiste, également, à illustrer la théorie marxiste dans la présentation des travaux historiques contemporains. Lors de l'entretien avec Georges Duby en 1970, Casanova demande à l'auteur du *Dimanche de Bouvines* si on ne peut pas considérer « que les processus économiques, qui sont apparus au moins à partir de la première moitié du XII[e] siècle (…) ont amené, dans l'aristocratie elle-même, des possibilités nouvelles pour l'affirmation de l'individualité ? »[67]. C'est bien évidemment la question classique des rapports entre infrastructures et superstructures que Casanova et Hincker soumettent au médiéviste. Celui-ci se prête avec beaucoup de prudence à l'exercice en esquissant une analyse de classe pour exposer l'articulation entre développement économique et nouveau rapport à l'individualité :

> « Le problème de l'incidence du mouvement économique sur les relations sociales, sur la situation de l'individu, est en réalité un problème difficile. D'une part, il faut bien voir que le mouvement économique faisait au XIII[e] siècle de la classe seigneuriale une classe menacée, une classe en position de défense ; dans une certaine mesure, cette même décontraction économique, qui stimulait l'ascension des parvenus, a donc figé la noblesse dans ses traditions, dans son rigorisme, dans sa morale. Ses rituels de défense ont joué comme une espèce de blocage et ont prolongé,

[65] Albert Soboul, « Problèmes théoriques de l'histoire de la Révolution française. Entretien avec Antoine Casanova et François Hincker », *La Nouvelle critique*, n° 43, avril 1971, p. 32.
[66] *Ibidem*, p. 33.
[67] Georges Duby, « Histoire sociale et histoire des mentalités. Entretien avec Antoine Casanova », *La Nouvelle Critique*, n° 24, mai 1976, p. 16.

> à mon avis, l'existence de formes désuètes, anachroniques, mais qui apparaissent comme les signes d'une supériorité qui menaçait de plus en plus la réalité de la vie économique »[68].

Ce que propose *La Nouvelle Critique* c'est, en quelque sorte, une mobilisation discrète du marxisme, et en même temps, l'affirmation de son utilité en sciences humaines et sociales. L'enjeu est simultanément épistémique (*i.e.* montrer que par le recours à une théorie explicative large, il est possible de ressaisir des événements, des phénomènes et des structures) et politique (*i.e.* inscrire le marxisme dans le répertoire des modèles explicatifs disponibles). De ce point de vue, *La Nouvelle Critique* participe d'un travail de diffusion des thèses marxistes et de rappel de leur utilité pour l'histoire. La revue vise également à souligner l'utilité du marxisme en ouvrant ses pages à des historiens qui ne se revendiquent pas explicitement du marxisme mais qui reconnaissent son efficacité heuristique (comme c'est le cas pour Duby et Le Goff).

Les lieux de sociabilité marxistes

Aux éditions et aux revues, rouages essentiels dans la diffusion des idées marxistes, ajoutons une structure au moins aussi importante pour comprendre la manière dont le marxisme a pu irriguer une part aussi importante des sciences humaines. Si *La Pensée* et *La Nouvelle Critique* constituent des surfaces d'expression relativement larges du marxisme, certaines institutions ont une audience plus restreinte, mais non moins décisive sur la question des rapports avec la discipline historique. Le Centre d'Études et de Recherches Marxistes (CERM)**,** créé en février 1960, devient rapidement un lieu incontournables de rencontres interdisciplinaires qui offre aux historiens l'occasion de revenir sur plusieurs questionnements prégnants de la discipline. Ainsi en 1968, le « groupe d'histoire » du CERM détaille ses travaux « sur le *mode de production asiatique*, (…) » et « le *mode de production féodal* »[69]. Ce dernier thème est particulièrement mis à l'honneur puisqu'il fait notamment l'objet d'interventions d'Albert Soboul (sur « le prélèvement féodal »), de Guy Lemarchand (sur « Féodalisme et société rurale ») ou encore de Charles Parain (sur « une définition du féodalisme »[70]). Ce sont ici les thèmes marxistes par excellence qui sont au centre des discussions.

Structure interne au PCF, le CERM joue le rôle de nomothète doctrinaire pour les militants, en même temps qu'il s'ouvre – via la revue *La Pensée* que le Centre publie – à des approches historiennes moins directement marquées par le marxisme.

Ce travail de diffusion au cœur des cercles militants est tout aussi important à l'Institut Maurice Thorez (1966-1972) dont le but initial visait à documenter l'œuvre et la vie politique de l'ancien secrétaire du PCF. Les *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, devenus *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez* puis les *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* (toujours actifs aujourd'hui) ont permis de rassembler des textes se rapprochant davantage de

[68] *Ibidem*, p. 16
[69] « Activités du Groupe d'Histoire du Centre d'Étude et de Recherches Marxistes », *L'Homme et la société*, n° 7, 1968, p. 299.
[70] *Ibidem*, p. 299.

la mémoire militante, voir hagiographique, que de la pratique historienne. Ainsi, le n° 2, de l'année 1967, comprend des articles sur « Maurice Thorez et la lutte pour la démocratie »[71], « Maurice Thorez et la tradition nationale »[72], « Maurice Thorez, homme d'État »[73]. Des documents (comme « Une lettre de Maurice Thorez à Auguste Cornu »[74] de 1962) viennent illustrer la vie politique de l'ancien dirigeant communiste. C'est peu à peu que ce mémorial de papier en l'honneur du secrétaire général Maurice Thorez (1900-1964) se double de travaux historiens plus larges. De jeunes chercheuses et chercheurs marxistes font leurs armes en présentant leurs premières études. Ainsi, Danielle Tartakowsky, en 1971, évoque « l'utilisation idéologique de quelques thèmes sur la Commune »[75]. Ce sont surtout les débats internes au PCF qui animent la revue. Les thématiques liées à l'URSS, en particulier, sont l'occasion de fixer les questionnements, d'orienter les discussions et de jauger des alignements entre la structure militante et le discours historiens. Le « débat » de 1973 qui porte sur la façon d' « écrire une histoire de l'U.R.S.S. »[76] rassemble Alexandre Adler (1950 -), alors jeune normalien agrégé d'histoire, Jean Bruhat (1905-1983) qui enseigne au Centre universitaire expérimental de Vincennes comme spécialiste du mouvement ouvrier, Jean Elleinstein (1927-2002), spécialiste de l'histoire du communisme et de l'URSS, directeur adjoint du CERM, Jean Gacon (1920-1987), pilier de l'Institut Maurice Thorez, Richard Lagache, proche de Lucien Sève, qui s'occupera des Éditions sociales à partir de 1976, et Claude Willard (1922-2017) également professeur d'histoire à Vincennes, spécialiste du guésdisme. La discussion s'engage sur la question des sources disponibles. Jean Elleinstein fait remarquer que « non seulement » il n'y a « pas d'archives d'histoire politique du Komintern, du Parti, de l'État même, des différents commissariats du peuple, mais même des archives économiques aussi importantes que celles du Gosplan manquent »[77]. On trouve des thèmes plus classiques, en particulier lorsque le même Elleinstein invite à analyser les « rapports entre l'infrastructure et la superstructure » en se défiant « d'une interprétation trop dogmatique »[78]. Si la revue se positionne nettement dans le champ militant, elle permet d'y importer des éléments académiques. En jouant sur la tension de l'autonomie politique et scientifique, cette surface éditoriale auscultera, à partir des années 1980, les doutes des historien·ne·s marxistes. Pierre Saly, après sa thèse sur la politique des grands travaux en France, dans un article de 1982 intitulé « Où en est la synthèse en histoire ? » évoque les reconfigurations socio-épistémiques en cours, surtout après 1979 ou le CERM et l'Institut Maurice Thorez fusionnent en un Institut de recherches marxistes. :

> « Il fut un temps où, drapeau au vent, les communistes affirmaient être les détenteurs d'une méthode, d'application sûre, scientifique et universelle, permettant d'aboutir à des conclusions dont seule l'absence d'intelligence

[71] Victor Joannes, « Maurice Thorez et la lutte pour la démocratie », *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, n° 2, 1967, p. 33-42.
[72] Pierre Hentges, « Maurice Thorez et la tradition nationale », *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, n° 2, 1967, p. 43-57.
[73] Pierre Meunier, « Maurice Thorez, homme d'État », *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, n° 2, 1967, p. 139-154.
[74] « Une lettre de Maurice Thorez à Auguste Cornu (1962) », *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, vol. 2, 1967, p. 115.
[75] Danielle Tartakowsky, « Variations sur la Commune. De l'utilisation de quelques thèmes sur la Commune », *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, n° 21, 1971, p. 66-80.
[76] Alexandre Adler, Jean Bruhat, Jean Ellenstein, Jean Gacon, Richard Lagache, Claude Willard, « Le débat », *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 5, 1973, p. 78.
[77] *Ibidem*, p. 86.
[78] *Ibidem*, p. 90.

> théorique du mouvement de l'histoire, voir le (mauvais) parti-pris empêchaient de discerner la validité. Le bloc indissociable de la méthode et des résultats portait le marxisme-léninisme. Le drapeau flotte toujours mais les certitudes achevées d'hier ne sont plus de mise. Le marxisme n'est pas une clé universelle ouvrant sans encombre toutes les portes de la connaissance, notamment historique, une méthode définitive dont on déduirait des savoirs »[79].

Dès lors, c'est un usage modeste du marxisme qui est favorisé : conçu comme « une démarche » ouverte et « attentive en priorité à certaines explications (la lutte des classes, les modes de production, mais aussi la conscience sociale, l'idéologie, etc.) »[80]. Il vise à s'inscrire dans le répertoire des ressources épistémiques disponibles.

C'est en 1996 que les *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* rompent définitivement le « lien organique » avec le PCF, tout en promettant de « faire fructifier de manière créatrice le capital de découvertes et d'anticipations dont Marx est porteur »[81]. *La Pensée* comme les *Cahiers d'histoire* s'inscrivent dans une histoire longue de la politique éditoriale du PCF : qu'il s'agisse de nourrir la discussion militante ou d'occuper le terrain idéologique, cette stratégie a permis de démultiplier les points d'appuis pour les historien·ne·s[82]. C'est même un double processus qui anime ces collectifs de publication. D'une part, comme pour d'autres secteurs de la recherche[83], une tension émerge au cœur du marxisme qui fait de son académisation potentielle un horizon jamais véritablement atteint, ce qui entraîne une crise de légitimité épistémique d'importance. D'autre part, pour maintenir la fécondité des approches marxistes, l'ouverture thématique devient la règle et les débats cessent peu à peu de se concentrer sur les seules questions « légitimes » du marxisme, comme en 1982, lorsque les *Cahiers d'histoire* consacrent alors un numéro à l'Occitanie[84]. Les effets de domination, les luttes émancipatrices, l'histoire des minorités vont faire partie de cet élargissement du champ des compétences de l'historien marxiste. Mais si les revues vont largement contribuer à cette extension thématique, elles vont aussi subir de plein fouet le reflux idéologique post-1989. Il faut enfin noter, dans le jeu des circulations internationales des idées, une influence davantage gramscienne du marxisme via les *cultural studies* anglophones[85], notamment dans les perspectives développées par Raymond Williams[86] et Stuart Hall[87].

---

[79] Pierre Saly, « Où en est la synthèse en histoire ? », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 10, 1982, p. 129.
[80] *Ibidem*, p. 129.
[81] « Les Cahiers d'histoire changent de formule », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique,* n° 64, 1996, p. 4.
[82] Songeons aussi aux éditions sociales que dirige Claude Mazauric de 1982 à 1987 (Michel Vovelle, *La bataille du Bicentenaire de la Révolution française*, Paris, La Découverte, 2017, p. 94).
[83] Jérôme Lamy, « Marxisme et structuralisme. Les querelles des anthropologues français », *in* Jean-François Bert, Jérôme Lamy (dir.), *Résonnances des structuralismes*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, 2016, p. 33-53.
[84] Roger Bourderon, « Questions sur l'identité occitane », *Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches Marxistes*, n° 8, 1982, p. 3-5.
[85] Gérôme Guibert, Nelly Quemener, « *Cultural studies* et économie politique de la communication : quel rapport au marxisme ? », *Réseaux*, n° 192, 2015, p. 87-114.
[86] Raymond Williams, *Marxism and Literature*, Oxford University Press, 1977.
[87] Stuart Hall, « Signification, représentation, idéologie : Althusser et les débats poststructuralistes », *Raisons politiques*, n° 48, 2012, p. 131-162.

Ce sont bien par ces différents « lieux » que la tentative d'académisation du marxiste a eu lieu en France. Tentative qui s'est d'abord fondé sur la nécessité d'une grande vulgarisation du propos, des concepts, de la méthode marxiste avant de percevoir une crainte, celle de déconnecter la théorie de son questionnement politique. En connaissant une efflorescence dans de nombreuses disciplines, en se spécialisant toujours plus, que ce soit en économie, en anthropologie ou en psychologie, le marxisme dit universitaire a fini par accentuer durant les années 1970 la fragmentation du mouvement, rendant de plus en plus difficile une présentation systématique de la conception primaire du marxisme. Si le marxisme s'est imposé comme référentiel fractionné (notamment en raison des différentes problématiques développées par Marx lui-même[88]) l'atomisation académique a rendu les échanges plus délicats. À cette archipélisation s'ajoutent, comme Enzo Traverso la bien montré « [l]a révolution conservatrice des années 1980 » et la puissante « *dépolitisation* » de « l'historiographie »[89].

III. Les jeux de langues académiques et la vulgarisation d'une rhétorique politique.

Pour appréhender la place réelle du marxisme dans le champ de l'histoire, il est important d'établir une nette distinction entre les historiens qui vont opérer une mise au pas de l'histoire - en particulier dans le cas de l'histoire nationale - et ceux qui vont essayer, à chaque fois, et pour chaque usage, de s'interroger en même temps sur l'historicité des thèses de Marx. C'est, on l'a vu en introduction, la position défendue entre autre par Georges Duby qui indique vouloir à chaque fois « le situer lui-même dans l'histoire[90] ». C'est au travers d'un important travail de contextualisation qu'il semble possible pour beaucoup d'intégrer dans le lexique historique certaines des élaborations théoriques marxistes, mais aussi des outils interprétatifs dont le but est de nous pousser à penser autrement le passé et pourquoi pas, aussi, de modifier le présent.

Il est clair que la démarche « scientifique » du marxisme a souvent été réduite à quelques « tours de main » qui vaudraient indifféremment et quel que soit le contexte historique. Ce reproche d'une théorie applicable en tout lieu et pour toute occasion est un véritable leitmotiv. Elle renvoie à une prévention habituelle chez les historien·ne·s envers toutes les formes de totalisation conceptuelle – pas uniquement marxiste. C'est d'ailleurs à ce titre que les échanges avec la production philosophique seront certainement les plus difficiles[91].

Quoi qu'il en soit, un travail de clarification sur les jeux de langues, c'est-à-dire la mise à l'épreuve du lexique marxiste par la confrontation aux archives et aux dynamiques historiques, s'impose d'autant plus que la popularisation du marxisme comme doctrine « totale » au milieu des années 1960 repose sur une image largement déformée de cette théorie, y compris au sein de l'université, mettant l'accent sur le rôle prépondérant des masses au détriment des individus, un athéisme fondamental, une superposition des discours

[88] Enzo Traverso, « Marx, l'histoire et les historiens. Une relation à réinventer », *Actuel Marx*, n° 50, 2011, p. 159.
[89] Ibidem, p. 156.
[90] Georges Duby, *Dialogues, op. cit.*, p. 124
[91] Pour ne prendre qu'un exemple, celui des échanges infructueux entre Michel Foucault et des historien·ne·s du 19e siècle, on se reportera à Michel Perrot (dir.), *L'impossible prison. Recherches sur le système pénitentiaire au XIXe siècle*, Paris, Le Seuil, 1980.

idéologiques et politiques, une surévaluation de la révolution, un causalisme primaire, statique, qui fonctionne pour les sociétés précapitalistes (esclavagiste et féodal) mais pas pour les sociétés contemporaines, bien plus complexes.
Nous retenons deux points que nous allons chercher à préciser : l'accusation de déterminisme économique et celle de schématisme. Face à ces critiques récurrentes, les tenants du marxisme vont, dans les années 1970, proposer une défense de la complexité théorique face aux accusations de réductionnisme.

A- le marxisme n'est-il qu'un déterminisme économique ?

La première réduction que connaît le marxisme académique est d'être vue comme une stratégie rhétorique qui donnerait à l'économie un poids supérieur à tout le reste[92]. L'idée se propage rapidement. L'analyse de la situation économique d'une société (question posée alors au travers de la question de la propriété foncière) permet-elle de saisir tout le reste, en particulier ce qui relève de la politique et de l'idéologie ? Contre ces lectures déterministes, nombreux sont les historien·ne·s se revendiquant du marxisme qui militeront, pour un retour au qualitatif, et notamment par la prise en compte de documents d'archives les plus variés, voire même des documents folkloriques et ethnographiques qui jusque-là étaient sous exploités, en particulier en histoire sociale[93]. Cette défense du marxisme contre sa réduction à un simple économisme est indissociable de la trajectoire tant de Pierre Vilar que de Michel Vovelle. Nous détaillerons pour chacun d'eux les éléments les plus saillants de leurs approches informées du marxisme.

Pierre Vilar et le renouvellement marxiste de l'histoire

C'est au travers de deux articles, publiés à 13 ans d'intervalle, et repris par la suite dans un volume, que Pierre Vilar (1906-2003) précise son rapport, comme historien de l'économie, au marxisme[94]. Un engagement qui ne se traduira pas par un engagement politique mais par l'adoption d'une posture intellectuelle.
En 1960, dans « Marxisme et histoire dans le développement des sciences humaines… », Vilar opère un premier état des lieux de la situation du marxisme en histoire pour la période allant de 1952 à 1957. Ce spécialiste de l'Espagne se lance dans une longue et dense diatribe contre Raymond Aron et les conséquences de son ouvrage publié en 1938 sur la philosophie de l'histoire[95]. En ayant préféré s'attaquer aux marxistes vulgaires plutôt qu'à Marx lui-même, ce-dernier aurait fini par donner une représentation déformée de cette philosophie dont le grand « mérite » est pourtant, assène longuement Vilar, d'avoir profondément renouvelé la méthode historique. Plus encore que la méthode, Marx a révolutionné les questions que se posent les historiens, en particulier en les obligeant à sortir d'un cadre

[92] Ce que refuse absolument Parain dans son intervention publiée dans *À la lumière du marxisme* : art. cit., p. 178
[93] Voir le résumé de François Hincker « L'histoire sociale en France », *La Pensée*, n° 124, décembre 1965, p. 91-96..
[94] Il s'agit de « Marxisme et histoire dans le développement des sciences humaines. Pour un débat méthodologique » (*Studi Storici*, 1ère année, n° 5, 1960, p. 1008-1043), et de « Histoire marxiste. Histoire en construction. Essai de dialogue avec Althusser » (*Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 28e année, n°1, 1973, p. 165-198) repris dans Pierre Vilar, *Une histoire en construction, Approche marxiste et problématiques conjoncturelles*, Gallimard, Le Seuil, 1982.
[95] Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Paris, Gallimard, 1938.

chronologique long pour prendre en compte des faits politiques ou militaires, en donnant une attention privilégiée aux crises, aux effets de domination, et peut-être surtout à l'aspect économique des sociétés. Un individu est-il entièrement un être économique ? Est-il entièrement déterminé par sa position dans une classe ? Voici le genre de question permise par Marx et que l'historien de terrain, au contact de la matière historique, doit pouvoir se poser.

Treize ans plus tard, Vilar reviendra sur sa tentative de qualification de ce que doit être, pour lui, une véritable histoire marxiste, c'est à dire une histoire attentive aux « rapports sociaux entre les hommes, et (aux) modalités de leurs changements »[96]. Il défend toujours l'idée d'un Marx qui aurait pratiqué de l'histoire, qui aurait en tout cas fait de l'histoire sans en faire nécessairement une épistémologie. Mais surtout, et comme dans son article de 1960, il souhaite commencer par exclure ce qui relève de la mauvaise interprétation du marxisme – et en premier lieu son prétendu déterminisme économique. Il faut, rappelle-t-il, savoir s'écarter de certaines fausses questions qui empoisonnent le débat et ne servent qu'à repousser ce qui fait l'intérêt de la démarche : la création d'une science des sociétés qui est cohérente, totale et dynamique[97].

Michel Vovelle : Marx de la cave au grenier

De la même manière, Michel Vovelle (1933-2018), historien de la Révolution française, militant communiste après avoir en 1959 aidé à la traduction française de morceaux choisies de Gramsci aux Éditions sociales et syndicaliste[98], professeur à la Sorbonne, contribue lui aussi à rénover l'histoire marxiste, non seulement en se saisissant d'objets à valence anthropologique (comme les attitudes devant la mort[99]) mais surtout en les insérant dans un réseau de problématiques marquées par l'approche marxiste. Ainsi, explique-t-il dans un article de synthèse pour la revue des *Annales*, en 1976, que : « Pour nous le problème des attitudes devant la mort tire son importance de la place essentielle et privilégiée qu'il tient dans le jeu entre les facteurs infrastructurels – mode de production, structures sociales, démographie et flux des hommes – et les super-structures idéologiques »[100]. Cependant, si « le poids des facteurs matériels (…) est essentiel, ajoute encore l'historien, (…), nous convenons sans peine qu'il ne s'exerce pas de manière mécaniste »[101]. C'est ainsi que « les changements enregistrés dans la fonction de la mort ne sont point immédiatement enregistrés au niveau des attitudes collectives, et même inversement, que le discours des élites sur la mort, extrapolant à partir d'exemples, peut se modifier alors même que les conditions

[96] Pour paraphraser ce que répond Pierre Vilar à Louis Althusser quant à la possibilité d'une science de l'hisotire marxiste : Voir P. Vilar, « Histoire marxiste, histoire en construction. Essai de dialogue avec Althusser », repris dans *Une histoire en construction, Op. Cit., p. 383*..

[97] Cet article est connu pour être une critique acerbe des thèses philosophiques d'Althusser et de Foucault. Il se finit par une liste non exhaustive de quelques points de controverses : la transition (en particulier dans les pays en voie de développement ou de décolonisation), la causalité, mais aussi la possibilité même de tout penser historiquement.

[98] Michel Vovelle, *La bataille du Bicentenaire de la Révolution française*, Paris, La Découverte, 2017, p. 15.

[99] Michel Vovelle, *Piété baroque et déchristianisation en Provence au XVIII^e siècle. Les attitudes devant la mort d'après les clauses de testaments*, Paris, Le Seuil, 1973.

[100] Michel Vovelle, « Les attitudes devant la mort : problèmes de méthode, approches et lectures différentes », *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, 31^e année, n°1, 1976, p. 130.

[101] *Ibidem*, p. 131.

objectives restent inchangées »[102]. L'historien s'interroge, *in fine*, sur les logiques de transmissions partielles entre les niveaux de structures : « mais cette dialectique complexe n'est-elle point le fait de tous ces phénomènes ? »[103]. Défenseur d'une histoire ouverte des mentalités, Vovelle considère en fait qu'il serait « dangereux » d'en « faire (…) une sorte de système globalement explicatif (…) »[104]. Il ajoute, concernant l'histoire des mentalités, que celle-ci n'est pas là pour fermer des portes mais au contraire pour en ouvrir[105].

Il s'agit donc à la fois de maintenir le fil marxiste d'une analyse des circulations entre les structures et de conduire une analyse des rapports de dépendances des différentes sphères de la vie sociale. Si le marxisme est envisagé comme une méthode globale, ce n'est que parce qu'il offrirait précisément une vue synoptique sur tous les secteurs des activités humaines. La cohérence globale de la théorie marxiste est ici mobilisée pour soutenir une histoire des mentalités qui fasse droit à la matérialité et ne se cantonne pas au pur domaine des représentations.

Mais Vovelle ne se contente pas de proposer, via le matérialisme historique, une méthode pour comprendre les viscosités et les fluidités des mentalités. Comme Vilar, il tente également de donner à la pratique historienne une perspective marxiste débarrassée des « stéréotypes »[106] sur le déterminisme économiste grossier imputé faussement à l'auteur du *Capital*. Dans *Idéologies et mentalités,* il explique par exemple que « l'historiographie française » a été portée à la « prudence » par la crainte de « cette critique »[107]. Il en résulte une sorte de répartition des tâches :

> « Jusqu'à une date récente, on a l'impression d'un partage implicite auquel souscrivent, au moins par leur silence, nombre d'historiens marxistes : les confinant dans le domaine de l'économie, des structures sociales (mais en liberté surveillée), réservant à plus qualifiés qu'eux les territoires plus complexes de l'histoire religieuse, des mentalités et des sensibilités »[108].

Les « historiens marxistes » auraient été « confinés à la cave, laissant à d'autres les étages nobles (…) »[109]. Cependant, en procédant au rapprochement des idéologies et des mentalités, Vovelle opère une dialectique ascendante « des structures sociales aux attitudes et représentations collectives », et engage ainsi une analyse des « médiations complexes entre la vie réelle des hommes et l'image (…) qu'ils sont font (…) »[110]. Si la démarche fait bien signe vers l'anthropologie (celle des imaginaires notamment), elle reste fondée sur l'étude des modalités d'articulation entre différents segments de la vie sociale.

Chacun à leur manière, Vilar et Vovelle ont cherché à dépasser l'économisme déterministe supposé de Marx. Le premier en relativisant la primauté épistémologique de cette assignation

---

[102] *Ibidem*, p. 131.
[103] *Ibidem*, p. 131.
[104] Michel Vovelle, « Plutôt labroussien que braudélien », *Espaces Temps*, n° 34-35, 1986, p. 17.
[105] *Ibidem*, p. 17.
[106] Michel Vovelle, *Idéologies et mentalités*, Paris, Gallimard, 1992, p. 15.
[107] *Ibidem*, p. 15.
[108] *Ibidem*, p. 15-16.
[109] *Ibidem*, p. 16.
[110] *Ibidem*, p. 24.

économique chez l'auteur du *Capital*. Le second en défendant une histoire des mentalités capable de comprendre comment se noue les pratiques sociales les plus diverses et les représentations des individus. L'histoire est vue et pratiquée ici comme une mise à l'épreuve des schèmes classiquement attribués au marxisme ; mais cette démarche n'est pas isolée des débats contemporains sur l'épistémologie de la discipline. Au moment où Vovelle défend l'histoire des mentalités, c'est aussi avec l'anthropologie lévi-straussienne que les historiens doivent apprendre à composer.
Il convient de noter une évolution importante dont témoignent les publications de Vilar et Vovelle dans les *Annales* au cours des années 1970. Si la revue fondée par Bloch et Febvre s'est d'abord montrée assez ouverte aux thèses marxistes sans pourtant les mettre véritablement à l'épreuve ; elle a ensuite eu une attitude d'ignorance assez nette au sortir du second conflit mondial ; les années 1970, au contraire, sont marquées par une réception plus fouillées et plus positives de l'histoire marxiste ; par la suite, ce seront la critique et même le rejet pur et simple qui caractériseront les années 1980 et 1990.

B- Le marxisme n'est-il qu'un schématisme ?

Les critiques de Philippe Ariès

Après le réductionnisme économique, que l'on retrouve mobilisé très largement dès lors qu'il s'agit de mettre de côté une histoire d'ascendance marxiste, il y a aussi pour l'historien qui voudrait se saisir du matérialisme historique le risque de réaliser une histoire schématique, qui lirait le développement de la complexité des sociétés humaines sous l'angle unique d'un schéma progressif et reproductible. Un schéma qui serait fondé comme certains marxistes le pensent par des lois immanentes (une logique de production, mais aussi une logique universelle du devenir humain) contre lesquelles nul ne peut s'élever individuellement. C'est sur ce point que les principaux opposants au marxisme en histoire vont s'acharner. Il suffit de citer Philippe Ariès (1914-1984) qui considère dans son histoire traditionnelle que le matérialisme dialectique établi des « contacts » trop « brutaux » et trop « immédiats »[111] entre l'homme et l'histoire. Si Ariès reconnaît malgré tout au marxisme le fait qu'il est « issu d'un sentiment authentique de la conscience historique », cette perspective aboutit pour lui « à une physique mécaniste très éloignée de l'Histoire »[112]. Ce que met tout particulièrement en cause l'auteur de *L'homme devant la mort*, c'est qu'une telle approche oublie que l'histoire des hommes « les abrite de l'Histoire »[113]. La conception marxiste de l'histoire est de son point de vue schématique, se basant uniquement sur des moyennes. Elle ne peut pas arriver à prendre en compte les singularités de l'homme : « on raisonne sur des produits qu'on peut fabriquer en séries, faciles à grouper, à classer, à compter. Une tonne d'acier s'ajoute à une tonne d'acier (…) le marxisme est remonté de la statistique des choses aux structures des hommes »[114]. Ce qu'Ariès reproche finalement au marxisme, c'est son incapacité à saisir le grain d'un réel qui ne peut se mettre en moyenne. En raisonnant sur des ordres de grandeurs,

[111] Philippe Ariès, *Le temps de l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1986, p. 56.
[112] *Ibidem*, p. 54.
[113] *Ibidem*, p. 56.
[114] *Ibidem*, p. 55.

des représentations chiffrées, des modèles généraux, le marxisme s'éloigne du concret, et ne raisonne plus que sur des généralités. Le schématisme qu'Ariès pointe dans la doctrine du matérialisme historique est d'abord une abstraction supposée du réel. Mais cet appel à se concentrer sur la profusion irréductible du réel n'est pas sans poser problème : il suppose un renoncement aux cadres d'intellection et un refus de toute forme de théorisation. C'est au fond la puissance potentiellement intégratrice (et donc réductrice) du marxisme que craint Ariès. Ce faisant, il reproduit une hantise historienne très souvent répétée[115].

La défense de Parain

Pour les historiens marxistes, au contraire, cette appréhension de la généralisation n'a pas lieu d'être. Le matérialisme historique semble être au contraire un moyen unique de complexifier le rapport au réel en intégrant des données qui jusque-là n'étaient pas prises en compte. Il accroît l'intelligibilité des évènements, des situations et des processus en densifiant les éléments significatifs retenus, tout en les articulant à un programme conceptuel cohérent. C'est l'exemple de Charles Parain qui, tout au long de son parcours, fut un fervent partisan de la technique et de la technologie comme moyen de repenser le problème du développement des forces productives et des rapports de productions, montrant ainsi tout le potentiel d'une dialectique bien posée entre ces deux idées.

Dans un article consacré aux « rapports de production et de développement des forces productives », l'historien prend l'exemple célèbre du moulin à eau pour essayer de décrire avec précision la façon dont « la cause agit sur l'effet, l'effet agit sur la cause »[116]. Saisir une technologie, c'est essayer de saisir son cycle de vie, le geste qui la rend opérante, tout comme le comportement que l'homme développe à son encontre. Il remarque alors que si « le développement des forces productives provoque la transformation des rapports sociaux ; (…) en même temps les rapports sociaux exercent une action qu'on peut qualifier de déterminante, sur le développement des forces productives »[117]. Poser ainsi, le matérialisme peut répondre à une question d'importance : « l'apparition du moulin à eau n'a-t-elle été qu'un accident, un produit du hasard ? »[118]. Pour Parain, c'est sous l'angle du matérialisme que l'on doit saisir l'innovation technique dans ses spécificités, relever les raisons de son émergence et pointer la logique de ses usages dans une époque donnée. Il remarque en effet que « l'invention du moulin à eau n'a pas été le produit d'un trait isolé de génie », mais qu'elle s'inscrit dans « une série d'inventions toutes orientées vers le même but qui était d'accroître continuellement pour des besoins courants les sources d'énergie »[119]. C'est d'ailleurs dans les transformations concrètes de la vie médiévale que l'historien repère les causes profondes de la diffusion du moulin à eau : généralisation du « travail du fer »[120], importance des céréales dans l'alimentation, « recul de l'emploi d'esclaves »[121]… Surtout, il

[115] Par exemple : Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Le Seuil 1996, p. 137.
[116] Charles Parain, « Rapports de production et développement des forces productives : l'exemple du moulin à eau », *La Pensée*, n° 119, 1965, p. 55. On pourra aussi se rapporter à la lecture du volume *Outils ethnies et développement historique*, Paris, Éditions sociales, 1979.
[117] *Ibidem*, p. 55.
[118] *Ibidem*, p. 57.
[119] *Ibidem*, p. 59.
[120] *Ibidem*, p. 60.
[121] *Ibidem*, p. 62.

souligne que ce sont les conditions concrètes des rapports de force dans certains territoires qui peuvent expliquer l'implantation des moulins à eau au Moyen Âge. Lorsque « les droits du seigneur sur le sol étaient balancés par ceux que le tenancier avait arrachés (…) », il était possible d'accroître « la production (…) non seulement par l'extension du terroir cultivé, mais aussi par l'amélioration des techniques de l'outillage »[122]. À rebours de tout schématisme abrupt, Parain défend un usage nuancé du matérialisme historique qui fasse droit à la diversité des situations historiques ainsi qu'à l'hétérogénéité du réel. Il assure, en conclusion que « la notion de moulin à eau est une notion qu'il faut se garder, *à l'étape actuelle de la recherche*, d'utiliser de manière simpliste pour de brillantes mais fragiles constructions historiques »[123].

L'accusation de schématisme que certains historien·ne·s ont adressé aux marxistes a suscité, en retour, des tentatives de dépassement de l'attitude consistant à appliquer une grille théorique homogène sur tous les événements, processus ou phénomènes qui pourraient engager une dépréciation potentielle du réel comme de son irréductibilité. Pensons à Jean-Jacques Goblot, historien de la littérature, membre du Parti communiste français depuis avril 1955 et collaborateur régulier à *La Pensée*, qui en 1969, après être longuement revenu sur la manière dont le stalinisme avait métamorphosé le matérialisme historique plaide pour un marxisme en œuvre, en action, en tout cas un marxisme inachevé, non dogmatique ou qui se présenterait sous la forme d'une « théorie passe-partout »[124]. Après la chasse aux nombreux malentendus qui entoure l'usage académique du marxisme, Goblot défend un matérialisme de terrain, totalement articulé aux logiques qui structurent une formation sociale donnée. C'est pour lui le seul moyen de sortir de l'abstraction en prenant en compte les spécificités, en réinscrivant les concepts marxistes – comme celui de masse – dans des changements d'échelles, ou encore en étant attentifs aux différences. Sa conclusion est sans appel :

> « Le fait est donc le suivant : une transformation sociale localement effectuée crée un « milieu historique » nouveau qui modifie les conditions dans lesquelles pourront s'effectuer, dans les sociétés voisines, des transformations analogues. Vient un moment où les modifications ainci acquises transforment, si je puis dire, les conditions des transformations ultérieures : c'est alors que surgit une voie de développement nouvelle qui, précisément parce qu'elle prend appui sur les développements précédents, ne les répète plus. C'est pourquoi, dès lors que toutes les sociétés ne progressent pas au même rythme, il n'y a pas et il ne peut y avoir *homotaxie* entre leurs développements respectifs. En même temps, il apparait que la « pluralité des voies » ainsi produites ne peut être comprise qu'en fonction de la distinction et de la connexion entre les différents moments du processus dans lequel s'inscrivent ces transformations successives, c'est-à-dire en fonction de l'unité réelle de ce processus. Ainsi le principe de la diversité des formes de la dynamique historique doit être recherché dans la nature du mouvement lui-même, et c'est

[122] *Ibidem*, p. 66.
[123] *Ibidem*, p. 69.
[124] Jean-Jacques Goblot, « L'histoire des civilisations et la conception marxiste de l'histoire sociale », in *Matérialisme historique et histoire des civilisatio*ns, dir. J. J. Goblot et A. Pelletier, Éditions sociales, Paris, 1969, p. 156.

> ce que les méthodologies « pluralistes » semblent ne pas apercevoir : elles enregistrent la pluralité, elles ne la rendent guère intelligible ».[125]

IV. De quelques critiques et controverses édifiantes

Gageons que ce qui permet de qualifier la vivacité d'une théorie et d'une méthodologie, c'est le nombre de controverses qu'elle a provoquées et qui continuent de fleurir sur son nom. À ce titre le marxisme n'a cessé d'organiser des lignes de tension, de susciter des débats, de générer des conflits d'interprétation, d'établir des antagonismes. Ce sont tous les domaines de la production intellectuelle qui ont été concernés par des oppositions plus ou moins structurées.

Lorsque Trofim Lyssenko, des années 1920 aux années 1950, prétend développer une génétique conforme au matérialisme historique, cette conformation factice de la science aux intérêts politiques a produit d'importantes fractures dans la communauté scientifique française[126]. Dans le domaine de l'anthropologie, c'est l'adéquation éventuelle du marxisme et du structuralisme qui provoqua, surtout durant les années 1970, deux querelles nourries. La première entre Maurice Godelier (1934-), qui souligne l'intérêt du marxisme pour penser l'angle économique des sociétés dites alors non-évolués, et Lucien Sève (1926-2020), philosophe et psychologue, militant communiste depuis les années 1950, qui exposa à la find des années 1960 la conception de l'individu chez Marx en défendant une lecture rigoureuse de Marx. La seconde entre Claude Meillassoux (1925-2005), spécialiste des Gouro (population de Côte d'Ivoire) qui vont lui permettre de re-penser la question de l'exploitation du travail, Pierre Bonte (1942-2013) et Alfred Adler (1934-) autour de la validité heuristique des rapports entre infrastructures et superstructures)[127].

Nous proposons de détailler ici une critique et deux controverses qui permettraient, à leur tour, de saisir les reliefs de ces réceptions différenciées du marxisme en histoire : nous nous attarderons d'abord sur la façon dont les tenants du matérialisme historique ont abordé le travail de Ferdinand Braudel, nous envisagerons ensuite les échanges autour du mode de production asiatique, enfin, nous exposerons les ramifications du débat Dobb/Sweezy concernant la place de la Révolution dans le passage du féodalisme au capitalisme. Débat repris et acclimaté aux spécificités de l'histoire française.

A- Braudel, un historien de la bourgeoisie ?

Comme l'a récemment découvert Noel Barbe, Charles Parain rédigea l'ébauche d'un compte rendu, finalement non publié, sur *La Méditerranée* de Braudel[128]. La critique portait sur le déterminisme géographique de Braudel et sur le rapport de l'auteur de *La dynamique du*

---

[125] Ibid., p. 195-196.

[126] Voir l'ouvrage classique de Dominique Lecourt, *Lyssenko. Histoire réelle d'une « science prolétarienne »*, Paris, Maspero, 1976 et Deniz Uztopal, « La réception en France du lyssenkisme, les scientifiques communistes français et la conceptualisation de la "science prolétarienne" (1948-1956) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 122, 2014, p. 121-141.

[127] Voir pour ces deux controverses : Jérôme Lamy, « Marxisme et structuralisme. Les querelles des anthropologues français », in Jean-François Bert, Jérôme Lamy (dir.), *Résonnances des structuralismes*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, 2016, p. 33-53.

[128] Noël Barbe, « Dans un papier kraft... Braudel lu par Charles Parain ou Marx à la trace » dans *Penser le concret*, sous la dir de N. Barbe et J.-Fr. Bert, Creaphis, Paris, p. 33-57, p. 34

capitalisme à Marx. Alors que Parain ne cessait dans ses propres travaux – dont celui qu'il publia avant-guerre dans la collection de géographie humaine sur *La Méditerranée, les hommes et leurs travaux*[129] – de distinguer les différents niveaux d'analyse (nature et culture en premier), Braudel les fait s'entremêler. Aucune hiérarchisation dans son récit, donc aucune possibilité, comme souhaite le faire Parain, d'établir des relations de causalités entre ces différents niveaux – du relief à l'organisation politique des sociétés. Braudel confond aussi production et circulation, forces productives et moyens de communications. L'explication de l'historien des temporalités successives est, en un mot, mécaniste, au mauvais sens du terme ! Braudel est de ce point de vue un historien « bourgeois », « un représentant type de la bourgeoisie décadente » comme le précisera Parain dans une autre note[130]. Un historien, comme son école, qui n'aime pas les révolutions et défend les permanences : « M Braudel qui n'a confiance ni dans les hommes, ni dans l'avenir, a besoin de se rassurer. Le mouvement l'inquiète »[131].

En 1968, Parain publiera une recension du premier volume de *Civilisation matérielle et capitalisme* de Braudel dans la revue *La Pensée*. Le débat reprend et porte sur le style historiographique de Braudel. L' « intelligence extraordinairement alerte », et l'« érudition »[132] de l'auteur sont saluées, mais il s'agit là d'un passage de rigueur dans ce genre d'exercice. Très vite, en fait, les reproches de Parain s'accumulent. Tous pointent vers une forme dépassée de conservatisme méthodologique. Ainsi la séparation entre « vie matérielle » et « vie économique » est-elle, pour Parain, à rapprocher « de la psychologie et de la politique platoniciennes, où la pensée réfléchie, comme la volonté active sont réservées aux deux étages supérieurs de la Société (…) »[133]. L'ouvrage est de plus lesté d'une « philosophie qui ne découle pas de l'observation directs des faits » mais qui s'enracine « dans une certaine mode structuraliste comme dans l'exploitation faite par W.-W. Rostow de la distinction fallacieuse entre "société traditionnelles" et "sociétés industrielles" »[134]. Dans une note infrapaginale, Parain fini par crever l'abcès :

> « La position de M. Braudel à l'égard de Marx correspond bien à cette dissociation entre la signification profonde des faits et les constructions idéologiques où ceux-ci sont enrobés. Il demeure aux côtés de Marx nous assure-t-il (…), pour une sorte de typologie des diverses socio-économies du monde, celles-ci à esclaves, celles-là à serfs et à seigneurs, celles-là à hommes d'affaires et précapitalistes. Mais c'est aussitôt pour se démarquer en rejetant la terminologie marxiste et surtout "l'ordre rigoureux qui lui paraît faire glisser toute société de l'une à l'autre de ces structure". Autrement dit, s'il emprunte intelligemment à Marx un instrument efficace

[129] Charles Parain, *La Méditerranée : les hommes et leurs travaux*, Paris, Gallimard, 1936.
[130] Comme le rappelle Noel Barbe, Braudel est largement attaqué pour son style, comme par Jean Nery au sujet des concours d'agrégation. L'historien est accusé d'être un idéologue qui diffuse une « histoire qui sacrifie l'histoire politique à un plat économisme et remplace l'étude des rapports de productions par celles des courants de circulation ». C'est aussi la position que défend Jacques Blot qui réduit l'approche des *Annales* à une simple histoire bourgeoise. Voir : Nery, « À propos des concours d'agrégation. Menaces sur l'université », *La nouvelles critique*, 1951, p. 33-34 et Jacques Blot, « Le révisionnisme en histoire ou l'École des Annales », *La nouvelle critique*, n. 30, 1951, p. 46.
[131] Noël Barbe, « Dans un papier kraft... Braudel lu par Charles Parain ou Marx à la trace », art. cit., p. 34.
[132] Charles Parain, « M. Fernand Braudel et la civilisation matérielle », *La Pensée*, n° 140-141, 1968, p. 193.
[133] *Ibidem*, p. 194.
[134] *Ibidem*, p. 195.

> de recherche historique, il reste imperméable, sinon opposé, à ce qui constitue l'essence du marxisme, c'est-à-dire la reconnaissance de la nature et de la direction du mouvement historique »[135].

Il ne suffit pas d'alléguer un rapport étroit aux circulations entre structure ou aux logiques de développement économique, le marxisme exige aussi de penser une adéquation conséquente aux formes téléologiques. Parain ne cessera de voir dans la position de Braudel, et sans doute celle d'une bonne partie de son école, une forme d'inconséquence épistémologique et politique. Peut-on utiliser Marx à moitié ? Il n'est pas le seul à penser ainsi. Deux avant la publication de cette note critique de Parain, Antoine Pelletier (1926-2008), historien de la Révolution française, collaborateur d'Albert Soboul puis de Michel Vovelle, engagea une même critique envers Braudel et son école en 1966, dans un article sur « la notion de civilisation »[136]. Il y discute très directement les principales thèses que Braudel donne sur les raisons du refus du marxisme en Occident. En effet, l'auteur de *La Méditerranée* a publié, en 1963, un manuel (*Le monde contemporain* – qui sera republié sous le titre *Grammaire des civilisations*) dans lequel il soutient que c'est « l'inconscient collectif » quasi-civilisationnel qui s'est exprimé pour rejeter le matérialisme historique[137]. Pelletier s'offusque d'un jugement à l'emporte-pièce :

> « Avouons d'emblée qu'il nous paraît difficile, tant pour un rationaliste que pour un marxiste, d'accorder à M. Braudel que le "refus" du marxisme qui caractériserait le monde anglo-saxon puisse véritablement s'expliquer par une réponse jaillie de son inconscient collectif ; car ce serait non seulement tourner le dos aux notions fondamentales de classe, d'impérialisme, mais à toute explication digne de ce nom »[138].

Alors que Braudel cherchait hors du répertoire marxiste des explications au refus du marxisme, Pelletier voit, lui, dans le matérialisme historique des outils qui, au contraire, peuvent permettent de comprendre « comment s'est développée et organisée la corruption non seulement de larges fractions du prolétariat mais d'une énorme partie de l'opinion publique (…) »[139]. Encore une fois, si Braudel se rapproche des grands thèmes marxistes (infrastructures et superstructures ne lui sont pas étrangères, comme d'ailleurs la dynamique du capitalisme qui est au cœur de ses travaux dans les années 1960), ses distances avec le matérialisme historique sont perçues comme une insuffisance intrinsèque de ses explications. Cette défiance ne cessera jamais véritablement de la part des historiens marxistes qui soupçonnent l'histoire totale de Braudel de déminer la charge politique d'une interprétation véritablement matérialiste[140].

---

[135] *Ibidem*, p. 195 (note 3).
[136] Antoine Pelletier, « La notion de civilisation (I) », *La Pensée*, n° 126, 1966, p. 21.
[137] *Ibidem*, p. 40.
[138] *Ibidem*, p. 40.
[139] *Ibidem*, p. 40.
[140] Dans un entretien pour la revue *Espaces Temps* en 1986, Michel Vovelle fit écho à ce débat, se revendiquant clairement « plutôt labroussien que braudélien » (Michel Vovelle, « Plutôt labroussien que braudélien », *Espaces Temps*, n° 34-35, 1986, p. 16). Il reconnaissait chez l'auteur de *La Méditerranée* l'importance « d'une histoire riche, totale, englobante dans les divers domaines de la recherche historique et dans la prise à bras le corps de la longue durée » (*Ibidem*, p. 16). Mais

B- Le mode de production asiatique, Pierre Vidal-Naquet et le marxisme

C'est au même moment qu'une autre controverse importante se déploie chez les historiens concernant la question des modes de productions, et plus particulièrement du mode de production asiatique.

Les raisons de cette polémique sont nombreuses. En premier lieu, elle tient à la compréhension des écrits de Marx. C'est en 1853, dans trois lettres à Engels, que celui-ci désigne ce mode de production comme possédant une organisation sociale particulière (l'autorité est représentée par l'assemblée des chefs de famille) et une organisation technique du travail fondée sur la vaste coopération des communautés villageoises dans le but de réaliser des travaux d'intérêt général. Marx insiste pour relever, dans ce mode de production spécifique, l'absence de servage et d'esclavage, au sens méditerranéen et antique du terme. La raison de cette différence tiendrait au fait qu'il n'existe pas dans l'Asie antique de propriété terrienne privée. La contrainte politique qui réduit les paysans asiatiques ne peut donc pas être de même nature que l'esclavagisme grec ou romain.

Ce mode de production va très vite tenir sa place dans le tableau de la succession des sociétés. Dans la préface de sa *Contribution à la Critique de l'Économie politique* (1859), Marx rappelle par exemple que les « modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne apparaissent comme des époques progressives de la formation économique de la société »[141]. Pourtant, le « MPA » comme il sera souvent abrégé par la suite, suscitera d'importantes réserves, en particulier en 1931 où il sera finalement condamné officiellement lors de la « discussion de Leningrad »[142]. Depuis cette décision certainement plus politique qu'épistémologique, les commentateurs officiels vont considérer ce mode de production soit comme un mode transitoire, se situant entre la communauté primitive – où la population vit de la chasse, de la pêche et, au niveau le plus évolué, de l'élevage et de l'agriculture – et le mode de production antique qui voit l'émergence de la propriété privée et naître l'opposition entre ville et campagne, citoyen et esclave, soit comme une simple abstraction. La « société » asiatique décrite par Marx serait en tout cas de l'ordre d'une fiction historique.

C'est entre ces deux grandes voies interprétatives possibles du MPA que les discussions, d'abord soviétiques, vont se cristalliser jusqu'au milieu des années 1950 ou la question de la singularité de ce mode de production devient pour beaucoup le lieu par lequel il serait possible de résoudre la question alors centrale des transitions entre les différentes phases historiques de développement décrite par Marx dans ses écrits. Le MPA est vu sous tous les angles possibles : angle technique (avec la question de la distribution rationnelle des ressources naturelles), angle juridique (et l'absence ou non de propriété foncière) mais aussi angle économique (la commercialisation du surplus).

Vovelle voyait surtout dans le succès public de Braudel (comparé à la relative indifférence à l'égard de Labrousse) une forme d'adéquation à l'air du temps : « Il a sans doute répondu à ce besoin identitaire si cajolé aujourd'hui et apporté une caution formidable au capitalisme » (*Ibidem*, p. 19).

[141] Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, V. Giard et E. Brière, Paris, 1909, p. 7

[142] Bert, J.-Fr., *Trois lettres de K. Marx et F. Engels à propos du mode de production asiatique (juin 1853). Suivi de « Penser Marx avec l'anthropologie »*, Strasbourg, La Phocide, 2010.

En France[143], le débat se polarise après 1964 et la traduction du livre de Karl Wittfogel, communiste allemand, antistalinien et sinologue renommée, *Oriental Despotism : A Comparative Study of Total Power*[144]. Il s'ensuit une longue recension critique de Pierre Vidal-Naquet dans la revue des *Annales* qui est aussi le préfacier de Wittfogel dans la version française de son ouvrage[145].

Derrière la critique de Wittfogel, héritier d'une pensée « semi-rationnelle » et qui cherche à unir histoire et politique, c'est surtout une critique de l'histoire marxiste qu'engage Vidal-Naquet qui était au même moment en train de réfléchir, suivant les hypotèhses de Finley, au fait servile et à la manière dont le marxisme et son concept de classe demandait à être repris et précisé[146]. Une histoire qui tenterait à tout prix, et donc à tort, de retrouver dans l'histoire des sociétés humaines le schéma unilinéaire de Marx : esclavagisme, féodalisme, capitalisme, socialisme. L'affaire Witfogel est d'autant plus complexe que le livre est rejeté autant par les marxistes classiques, comme Roger Garaudy (1939-2004), alors directeur du CERM, pour qui le seul but de Wittfogel, un « étrange historien »[147], est de faire passer les sociétés socialistes pour la suite logique des sociétés déterminées par un mode de production asiatique, que par les antimarxistes qui trouvent dans l'approche de l'auteur la défense du schématisme de Marx. Inextricable ! Y compris dans la suite des ouvrages collectifs portant sur le sujet et qui vont se multiplier.

La même année, la revue *La Pensée* décide de publier un dossier entier sur le sujet du MPA, avec une présentation de Charles Parain, des « remarques » de Jean Chesneaux et une bibliographie commentée par Maurice Godelier[148]. Dans sa préface, Parain défend l'intérêt de la discussion tout en rappelant l'enjeu principal pour les historien.nes, à savoir comment documenter les périodisations concernant les sociétés primitives[149]. Un an plus tard, c'est la revue *Recherches internationales* (dans ses numéros 57-58) qui relance le débat du MPA avec un volume entier sur les « Premières sociétés de classes et mode de production asiatique »[150]. Un numéro qui rassemble une large part des textes russes concernant l'évolution des sociétés précapitalistes. Mais on peut aussi y trouver plusieurs ouvertures étonnantes comme une tentative de comparaison entre le MPA et le féodalisme européen, qui

---

[143] C'est à la fin des années 1950, suite à la visite de l'orientaliste sinologue Ferenc Tokeï venu présenter les traits généraux de la forme de propriété asiatique, que les discussions concernant le mode de production asiatique débutent en France.

[144] Karl A. WITTFOGEL, *Oriental Despotism. A Comparative Study of Total Power*, New York, 1957. Traduction : Le Despotisme oriental - Étude comparative du pouvoir total, Éditions de Minuit, Paris, 1964

[145] Pierre Vidal-Naquet, « Histoire et idéologie : Karl Wittfogel et le concept de « mode de production asiatique », *Annales. Économies, Sociétés, civilisations*, 19e année, n°3, 1964, p. 531-549. Dans sa préface, Vidal-Naquet était déjà critique, trouvant l'hypothèse de départ abusivement simplificatrice. Mais surtout, reprochant à Wittfogel d'opérer des distinctions forcées avec la société féodale ou esclavagiste, particulièrement imprudent dans plusieurs de ses interprétations, et trop fonctionnaliste lorsqu'il oublie la dynamique des sociétés qu'il choisit d'analyser.

[146] Voir Paulin Ismard, « Classes, ordres, statuts : la réception française de la sociologie finleyenne et le cas Pierre Vidal-Naquet », *Anabases* [Online], 19 | 2014 : DOI : https://doi.org/10.4000/anabases.4539

[147] CERM, « Sur le « mode de production asiatique », Editions sociales, 1969, p. 10

[148] A cela, il faut ajouter un article de Maurice Godelier dans *Les Temps modernes*, intitulé « Le mode de production asiatique », n° 228, mai 1965, p. 2002-2027

[149] « Non moins pressante s'impose aux historiens la nécessité d'examiner, en vérifiant sa validité, si la périodisation habituellement suivie ne se trouverait pas considérablement améliorée, si elle ne rendrait pas mieux compte de l'inégalité de développement qui jusqu'à maintenant n'a cessé de s'approfondir, dans la variété, entre les différents peuples de la terre, par une mise au net, par une mise en forme du concept de production asiatique utilisé à l'occasion par Marx et Engels ». Charles Parain, « Le mode de production asiatique : une étape nouvelle dans une discussion fondamentale », *La Pensée*, n° 114, 1964, p. 3

[150] Recherches internationales à la Lumière du Marxisme, 1967, 57-58, janv.-avr. : Premières sociétés de classe et mode de production asiatique.

permet à son auteur de souligner le rôle des rapports entre l'État, les communautés villageoises et le commerce, ou encore l'usage du MPA pour comprendre le modèle des sociétés alors dites « sous-développées ». En 1969, c'est le CERM qui donnera à lire aux Éditions sociales le résultat de ses nombreux séminaires dans *Sur le mode de production asiatique*. Ce nouveau collectif va d'ailleurs connaître plusieurs rééditions successives, jusqu'au milieu des années soixante-dix. Pour la dernière fois, Charles Parain prendra la parole sur le sujet en abordant historiquement le problème et en soulignant que le MPA n'est qu'un moyen offert pour repenser la place des conditions naturelles dans le développement des sociétés, ou plutôt dans leur inégal développement : « toutes les sociétés, au cours du déroulement historique, ne se sont pas trouvées dans un état ou dans des conditions également propices à l'épanouissement de leur être (…) »[151].

C- La féodalité et la Révolution française

Une dernière controverse, tout aussi importante, concerne au début des années 1950 la question du passage de la féodalité au capitalisme. Elle s'origine hors de France, avec la publication, en 1946, du livre de Maurice Dobb (1900-1976), *Studies in The Development of Capitalism*, dans lequel l'auteur, membre du Parti communiste britannique depuis 1922, cherche à comprendre à quel moment et par quels moyens le mode de production féodal a disparu [152]. La controverse repose sur la redéfinition du concept central de mode de production. Dobb considère en effet le féodalisme comme un mode de production. Il ajoute que « comme tel, il est virtuellement identique avec ce que nous appelons généralement le servage : une obligation imposée au producteur par la force et indépendamment de sa propre volonté de satisfaire à certaines exigences d'un seigneur, que ces exigences prennent la forme de services à exécuter ou de droits à payer en argent ou en nature »[153]. C'est précisément sa définition qui va déclencher, en 1950, une vaste controverse dans la revue *Science and Society*[154] et qu'en 1977 les éditions Maspero rassembleront en deux volumes.

Ce rapide panorama permet déjà de situer les enjeux des problématiques discutées, ainsi que la façon dont les historiens marxistes français vont se positionner dans cette querelle. La critique du livre de Dobb est portée par Paul Sweezy (1910-2004), théoricien de l'économie américain d'inspiration marxiste, qui considère que « la définition du féodalisme par Dobb » est « insuffisante, car elle n'identifie pas un *système* de production »[155]. En outre, précise l'ancien assistant de Joseph Schumpeter, le servage a existé sous d'autres régimes de production que le féodalisme. Le « féodalisme en Europe Occidentale » est, au contraire, quelque chose de spécifique « puisque c'est là qu'est né le capitalisme et qu'il est parvenu à

---

[151] Charles Parain, « Comment caractériser un mode de production », in Sur le « mode de production asiatique », Editions sociales, 1969, p. 283.
[152] Maurice Dobb, *Studies in The Development of Capitalism*, Londres, Routledge – Paul Kegan, 1946.
[153] *Ibidem*, p. 37 (notre traduction).
[154] Paul Sweezy, « The Transition from Feudalism to Capitalism », *Science & Society*, vol. 14, n°2, 1950, p. 134-157 Maurice Dobb « A reply », *Science & Society*, vol. 14, n°2, 1950, p. 157-167, H.K. Takashi, « To Transition from Feudalism to Capitalism. A Contribution to the Sweezy-Dob controversy », *Science & Society*, vol. 16, n°4, 1952, p. 313-345, Maurice Dobb, Paul Sweezy, « Comments on Professor H.K. Takahashi's 'Transition from Feudalism to Capitalim' », *Science & Society*, vol. 17, n°2, 1953, p. 155-164, Rodney H. Hilton, Christopher Hill, « The Transition from Feudalism to Capitalism », *Science & Society*, vol. 17, n°3, 1953, p. 340-351.
[155] Paul Sweezy, « Une critique », *in* Maurice Dobb, Paul M. Sweezy, *Du féodalisme au capitalisme : problème de la transition*, Paris, Maspero, 1977, p. 45.

maturité »[156]. En suivant à la lettre le texte de Marx, Sweezy cherche à soutenir que le féodalisme (compris comme « un système économique où le servage est le rapport de production dominant (…) »[157]) est d'abord tourné vers « *l'usage* » et que, par conséquent, « il n'y a pas ces pressions qui existent dans le capitalisme en vue de révolutionner continuellement les méthodes de production »[158]. D'autres points de friction apparaissent. Alors que Dobb voit « dans la surexploitation de la force de travail » la « cause essentielle de l'échec du féodalisme »[159], Sweezy, soutient que ce faisant, il a « négligé les lois et les tendances du féodalisme » et a pris « pour des tendances internes certains développements historiques qui ne peuvent s'expliquer, en réalité, que par des causes extérieures au système »[160]. Dès lors, la véritable source de la désintégration du féodalisme résiderait dans « l'opposition (…) entre production pour le marché et production pour l'usage »[161]. En ce sens, Sweezy maintient une grande cohérence théorique : c'est bien le système de production qui constitue le point central de l'analyse et ses évolutions sont à même d'expliquer le basculement du féodalisme au capitalisme. Il reproche en fait à Dobb de déplacer des problèmes traités par Marx et Engels (notamment le fait que « le servage avait d'être la relation dominante de production dans toute l'Europe occidentale »[162] depuis le XV^{e} siècle). Le passage du féodalisme au capitalisme s'effectue alors que le premier est « moribond, sinon mort » et que le système régnant est celui d'une « production marchande précapitaliste »[163].

Dans ses réponses, Dobb pointe les limites de l'expression « système de production »[164]. L'important, pour lui est de considérer les « rapports de production caractéristiques du féodalisme, c'est-à-dire [l]es rapports entre le producteur direct et son seigneur »[165]. L'idée que le féodalisme ait été travaillé par un « conflit interne » ou des « forces extérieures » lui semble « presque mécanique » [166]. Dobb maintient donc « que le commerce a exercé son influence de telle façon qu'il a accentué les conflits internes à l'intérieur de l'ancien mode de production »[167]. Il concentre de fait son attention sur « l'extorsion coercitive de surtravail par les propriétaires fonciers (…) » plutôt que sur « la sphère des échanges »[168] qui intéresse Sweezy. Les deux historiens semblent néanmoins d'accord sur l'existence d'une période de transition entre l'ère féodale et l'ère capitaliste. Mais Dobb tient à conserver le caractère féodal de cette période d'entre-deux. C'est pour lui le seul moyen de conserver une « conception révolutionnaire du développement historique »[169].

---

[156] *Ibidem*, p. 46.
[157] *Ibidem*, p. 47-48.
[158] *Ibidem*, p. 48.
[159] *Ibidem*, p. 51.
[160] *Ibidem*, p. 56.
[161] *Ibidem*, p. 57.
[162] *Ibidem*, p. 66.
[163] *Ibidem*, p. 68.
[164] Maurice Dobb, « Une réponse », *in* Maurice Dobb, Paul M. Sweezy, *Du féodalisme au capitalisme : problème de la transition*, Paris, Maspero, 1977, p. 80.
[165] *Ibidem*, p. 80.
[166] *Ibidem*, p. 83.
[167] *Ibidem*, p. 83.
[168] *Ibidem*, p. 85.
[169] *Ibidem*, p. 86.

Ces différents points seront alimentés par des travaux d'historiens dont ceux de Kohachiro Takachi[170], Rodney Hilton[171], Christopher Hill[172] ou encore Giuliano Proccaci[173]. Les historiens marxistes français s'engageront plus tardivement dans la discussion. En 1956, *La Pensée* consacre un dossier au débat. Georges Lefebvre (1874-1959), proche du PCF et historien convaincu de la fécondité de la méthode marxiste et Albert Soboul livrent alors leurs contributions[174] « comme éléments d'une discussion » alors en cours[175]. Leur positionnement permet de mieux comprendre comment une controverse aux dimensions internationales est « acclimatée » aux structures françaises du débat. Dans son article, Georges Lefebvre préfère parler de « *régime domanial* » plutôt que de « *féodalisme* »[176]. Il insiste sur « la multiplicité des facteurs de l'histoire » en soulignant que « si Marx mît en lumière l'importance dominante de l'économie (…), il ne lui importait pas d'étendre son enquête aux autres facteurs ; mais il ne fut jamais dans son intention d'exclure leur influence (…) »[177]. Surtout l'auteur des *Études sur la Révolution française* (1954) insiste sur « la collusion du négoce et de l'État » pour expliquer la « germination » du « capitalisme »[178]. Un schéma général s'esquisse qui voit le « négociant » fondée sa « manufacture » dans une relative harmonie avec les « intérêts (…) de l'État » et des « grands propriétaires fonciers »[179]. Ces derniers réorganisent la propriété foncière rurale. Les paysans suivent la même voie, mais sans le soutien de l'État – ce qui explique leur action déterminante dans les révolutions anglaise et française[180]. Si Lefebvre s'intéresse à la controverse Dobb/Sweezy, c'est pour affiner un mode général d'explication. Son ambition est de conserver une épure analytique d'ampleur qui prenne les événements historiques révolutionnaires pour horizon.

D'une certaine manière, Albert Soboul poursuit ce geste de Lefebvre en se concentrant sur la Révolution française. Il propose en effet de considérer « la condition sociale des sans-culottes, leur position à l'égard du capital commercial et leur rôle dans le mouvement révolutionnaire »[181]. Les sans-culottes constituent précisément l'objet de la thèse à laquelle Soboul travaille encore en 1956 et qu'il soutiendra en 1958[182]. C'est donc sur son propre terrain (d'archives) qu'il envisage de participer à la discussion sur la transition entre le féodalisme et le capitalisme. Alors que Dobb et Sweezy plaçait leur débat sous l'empire de la transition, Soboul le déplace sur celui de la lutte des classes : « quel est l'élément social de l'ancien Tiers État qui, dans cette lutte [entre « la bourgeoisie capitaliste et l'aristocratie

---

[170] H.K. Takahashi, « Contribution à la discussion », *in* Maurice Dobb, Paul M. Sweezy, *Du féodalisme au capitalisme : problème de la transition*, Paris, Maspero, 1977, p. 95-139.
[171] Rodney Hilton « Commentaire », *in* Maurice Dobb, Paul M. Sweezy, *Du féodalisme au capitalisme : problème de la transition*, Paris, Maspero, 1977, p. 157-169.
[172] Christopher Hill, « Commentaire », *in* Maurice Dobb, Paul M. Sweezy, *Du féodalisme au capitalisme : problème de la transition*, Paris, Maspero, 1977, p. 171-195.
[173] Giuliano Proccaci, « Présentation », », *in* Maurice Dobb, Paul M. Sweezy, *Du féodalisme au capitalisme : problème de la transition*, Paris, Maspero, 1977, p. 199-217.
[174] Le dossier comporte en outre un texte de Giuliano Proccaci, publié auparavant dans *Società* (Giuliano Proccaci, « Présentation », *La Pensée*, n° 65, 1956, p. 11-21.
[175] « Une discussion historique. Du féodalisme au capitalisme », *La Pensée*, n° 65, 1956, p. 10.
[176] Georges Lefebvre, « Observations », *La Pensée*, n° 65, 1956, p. 22.
[177] *Ibidem*, p. 23.
[178] *Ibidem*, p. 24.
[179] *Ibidem*, p. 24.
[180] *Ibidem*, p. 25.
[181] Albert Soboul, « Contribution à propos de la Révolution française », *La Pensée*, n° 65, 1956, p. 26.
[182] Jean Bruhat, « Albert Soboul (1914-1982), *Revue* d'histoire moderne et contemporaine, T. 29, n°4, 1982, p. 675. Voir : Albert Soboul, *Les sans-culottes parisiens en l'an II. Mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire. 2 juin 1793 – 9 thermidor an II*, Paris, Librairie Clavreuil, 1962.

féodale »], a constitué le facteur décisif des anciens rapports de productions ? »[183]. Est-ce la « grande bourgeoisie capitaliste ou [les] petits et moyens producteurs marchands et [les] paysans indépendants ? »[184]. Soboul remarque alors que « la bourgeoisie détentrice du capital commercial était dans une large mesure liée au pouvoir de l'État monarchique et à l'aristocratie féodale »[185]. Cette classe sociale se situe d'emblée dans le camp de la réaction qui fut celui des Girondins. Contre ces forces de la « haute bourgeoisie », la « moyenne et la petite bourgeoisie ont mené une lutte vigoureuse »[186]. C'est par l'analyse des positions sociales des « *Montagnards*, des « *Jacobins* » et des « *sans-culottes* » que « le problème de la transition du féodalisme au capitalisme » peut être « éclairé »[187]. Pour ce faire, Soboul propose d'incarner ces types sociaux : « Danton symbolise la Montagne » et « l'abolition de la féodalité était la condition même de sa nouvelle condition de rentier du sol, de rentier capitaliste » ; un Jacobin comme « le *menuisier* Duplay » est « un patron déjà important », il est « en passe de devenir capitaliste » ; les sans-culottes (« qui vont des couches populaires les plus basses à la petite bourgeoisie »[188]), notamment « les membres des comités révolutionnaires parisiens », ont été « les agents les plus actifs du Gouvernement révolutionnaire »[189]. Ce sont eux qui ont permis « l'abolition de la féodalité en tant que mode de production »[190]. Sans véritablement discuter les thèses de Dobb et de Sweezy, Soboul livre quelques clés sur la période de transition au cœur des débats : « Intégré à la fin de l'Ancien Régime dans la société féodale, servant simplement d'intermédiaire à l'échange des marchandises, dominant encore la production industrielle, le capital commercial cristallisait contre lui l'opposition des petits producteurs indépendants. De là, certains aspects de la politique montagnarde et certaines revendications de la sans-culotterie parisienne de l'an II »[191]. Les sans-culottes tentent de lutter contre les tentatives bourgeoises d'affirmation du capitalisme, mais après « le procès et l'exécution d'Hébert (…), le Gouvernement révolutionnaire se séparait de la sans-culotterie parisienne et révisait sa politique sociale (…) »[192].

La façon dont Georges Lefebvre et Albert Soboul abordent la controverse internationale Dobb/Sweezy sur la transition entre féodalisme et capitalisme indique assez nettement l'emprise d'un tropisme historiographique français. Lefebvre insiste sur le rôle de l'État alors que Soboul se concentre sur les alliances et les oppositions de classes sociales pendant la Révolution. En somme, le débat initial est reconfiguré pour correspondre aux principaux thèmes des analyses historiennes et marxistes en France depuis les années 1950.

Conclusion : Les spectres historiens de Marx

[183] Albert Soboul, « Contribution à propos de la Révolution française », art. cit., p. 26.
[184] *Ibidem*, p. 26.
[185] *Ibidem*, p. 26.
[186] *Ibidem*, p. 28.
[187] *Ibidem*, p. 28.
[188] *Ibidem*, p. 28.
[189] *Ibidem*, p. 29.
[190] *Ibidem*, p. 29.
[191] *Ibidem*, p. 29.
[192] *Ibidem*, p. 32.

L'expression a souvent été galvaudée depuis Foucault, mais Marx fonctionna, à n'en pas douter, comme une « boite à outils » pour les historiens français. Ses travaux ont constitué une matrice de concepts (lutte des classes, masse, classe, mode de production…) qui ont servi de point d'appui pour des variations empiriques nombreuses, variées et parfois contradictoires.

Les historien·ne·s français n'ont pas manqué de puiser dans ce répertoire notionnel suggestif. Parfois, le rapport distancié aux termes indiquait (notamment dans les *Annales* d'avant 1940) un usage lâche (néanmoins productif) de Marx. La crainte de voir le matériau empirique broyé par une théorisation trop abrupte domine – mais elle n'est pas spécifique au marxisme et concerne toutes les tentatives de conceptualisation appliquées à l'histoire.

La montée en puissance du matérialisme historique, en France, dans les années 1950 s'explique notamment par la solidité des points d'ancrage éditoriaux (*La Nouvelle Critique*, *La Pensée*, *Les Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*) qui constituent des surfaces d'expression ouverte en direction d'historien·ne·s non marxistes, mais dont les travaux permettaient d'engager un dialogue fructueux. C'est peut-être entre ceux qui ont développé une connaissance érudite de l'histoire économique et sociale des sociétés et ceux qui ont pris en compte l'apport des sciences sociales, et en particulier de la sociologie et de l'anthropologie, que le marxisme a pu pénétrer dans le champ scientifique français et connaître une première forme d'académisation. On sait combien la lecture d'Althusser et de Balibar va transformer le rapport des sciences humaines, mais aussi de l'histoire, avec le texte de Marx. Au contraire, pour d'autres historiens, dont Furet, si Marx a beaucoup compté, c'est d'abord de manière herméneutique, philologique. « Il en ressort un maniement tout autre des concepts marxistes » indique Jacques Guilhaumou, puisque pour Furet, il s'agissait : « de restituer les modes et les contextes d'émergence de catégories interprétatives des événements historiques (…) par un jeu de traduction et de transvaluation. Il s'agit dont de penser l'heuristique du marxisme à l'intérieur même de la tradition historique et conceptuelle qui le fonde »[193].

Ces différents jeux de langage dessinent une certaine conception de l'histoire marxiste « à la française » qui va rapidement placer au cœur de ses réflexions la question de la centralité de la Révolution française, la crainte de réduire le matérialisme historique à une conceptualisation politiquement dévitalisée, ou encore le souci d'une herméneutique positive des textes de Marx. Autant de cristallisations agonistiques structurantes qui ont été souvent minés par des enjeux idéologiques puissants. Il suffit de penser à la manière dont les enjeux de la commémoration du bicentenaire de la Révolution[194] ont fini par exacerber les tensions épistémologiques et scientifiques entre François Furet[195] et Claude Mazauric[196]. Le premier

[193] « Discussion sous la direction de Maurice Aymard », *in Pierre Vilar : une histoire totale, une histoire en construction*, sous la dir. A. Cohen, R. Congost, P. F. Luna, Paris, Syllepses, 2006, p. 80.
[194] Michel Vovelle, *La bataille du bicentenaire de la Révolution française*, Paris, La Découverte, 2017.
[195] François Furet, Denis Richet, *La* Révolution, T. I : *Des états généraux au 9 thermidor*, Paris, Hachette, 1965, François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978.
[196] Claude Mazauric, « Réflexions sur une nouvelle conception de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 189, p. 229-268, Claude Mazauric, *Sur la Révolution française. Contributions à l'histoire de la révolution bourgeoise*, Paris, Éditions sociales, 1970.

soutenant que les événements révolutionnaires relevaient d'un processus fatalement violent ; reliant – contre toute précaution historique minimale – la Terreur au Goulag[197].

[197] Jérôme Lamy, « La Révolution française a bien eu lieu ! François Furet, la Terreur et le déterminisme », *Socio*, n° 16, 2016, p. 49-63. D'autres éléments sur l'anticommunisme de Furet peuvent se trouver dans Michael Scott, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille, Agone, 2014